



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU JURA

1

PREFECTURE
SECRETARIAT GENERAL
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION
ET DES AFFAIRES JURIDIQUES

Bureau des élections
et du débat public

SYNDICAT INTERCOMMUNAL des EAUX du RECEPAGE

Puits de captage des Toppes - commune de Tavaux

Arrêté n° 2012065-0004

Arrêté portant déclaration d'utilité publique :

- de la dérivation des eaux souterraines
- de l'instauration des périmètres de protection

Arrêté portant autorisation de traiter et de distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine

Arrêté portant autorisation de prélèvement au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement

LE PREFET DU JURA,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'expropriation ;

VU le code de l'environnement & notamment les articles L.214-1 à L.214-6 sur les régimes d'autorisation et de déclaration, l'article L.215-13 relatif à l'autorisation de dérivation des eaux dans un but d'intérêt général, l'article L.432-5 sur les débits réservés et les articles R.214-1 à R.214-60 ;

VU le code du domaine de l'Etat ;

VU le code de la santé publique & notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et les articles R. 1321-1 à R. 1321-63 concernant les eaux destinées à la consommation humaine ;

VU le code de l'urbanisme & notamment les articles L.126-1 et R.126-1 à R.126-3 ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code rural ;

VU le code forestier ;

VU la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution ;

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement ;

VU la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité ;

VU la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique ;

VU la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques ;

VU le décret n° 94-841 du 26 septembre 1994 portant application de l'article 13-III de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, relatif à l'information sur la qualité de l'eau distribuée en vue de la consommation humaine ;

VU le décret n° 95-635 du 6 mai 1995 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement ;

VU le décret n° 2007-49 du 11 janvier 2007 relatif à la sécurité sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine ;

VU le décret n° 2007-1581 du 7 novembre 2007 relatif aux servitudes d'utilité publique instituées en vue d'assurer la protection de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et modifiant le code de la santé publique ;

...

- VU** l'arrêté du 22 novembre 1993 relative au code des bonnes pratiques agricoles ;
- VU** l'arrêté du 30 avril 2002 relatif au référentiel de l'agriculture raisonnée ;
- VU** l'arrêté du 26 juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux 5, 10, 28 et 44 du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 ;
- VU** les arrêtés du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrains soumis à déclaration ainsi qu'aux prélèvements soumis à déclaration ou autorisation relevant de la nomenclature ;
- VU** l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits (phytosanitaires) visés à l'article L. 253-1 du code rural ;
- VU** l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique ;
- VU** l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique ;
- VU** l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R. 1321-6 à R. 1321-12 et R. 1321-42 du code de la santé publique ;
- VU** la circulaire du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine ;
- VU** la circulaire du 19 février 1998 relative à l'information sur la qualité des eaux d'alimentation à joindre à la facture d'eau ;
- VU** la circulaire DGS/VS4/2000/166 du 28 mars 2000 relative aux produits de procédés de traitement des eaux destinées à la consommation humaine ;
- VU** la circulaire DGS/SD7A/2003/633 du 30 décembre 2003 relative à l'application des articles R. 1321-1 et suivants du code de la santé publique concernant les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;
- VU** le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhône-Méditerranée-Corse (SDAGE – RMC), adopté par le comité de Bassin et approuvé par le Préfet coordonnateur de bassin le 20 novembre 2009 ;
- VU** les délibérations en date du 05 novembre 2007 et du 25 octobre 2010 du Syndicat Intercommunal des Eaux du Recépage demandant :
- de déclarer d'utilité publique :
 - la dérivation des eaux pour la consommation humaine,
 - la délimitation et la création des périmètres de protection des puits de captage des Toppes,
 - de l'autoriser à :
 - délivrer au public de l'eau destinée à la consommation humaine,
 - mettre en place des installations, ouvrages ou travaux et aménagements de prélèvement relevant de la nomenclature du Code de l'environnement,
- et par lesquelles la collectivité s'engage à indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux ;
- VU** le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique en date du 06 août 2007 ;
- VU** la décision du tribunal administratif de Besançon en date du 13 avril 2011 portant désignation de Monsieur Paul RAY en qualité de commissaire enquêteur ;
- VU** le dossier soumis à l'enquête publique ;
- VU** les pièces constatant que l'arrêté préfectoral n° 412 en date du 28 avril 2011 a été publié et affiché, qu'un avis au public d'ouverture d'enquête a été inséré dans deux journaux et que le dossier d'enquête est resté déposé en mairie pendant 25 jours consécutifs du 24 mai au 17 juin 2011 dans les communes de Champdivers, Gevry et Tavaux ;
- VU** les avis et conclusions du commissaire enquêteur en date du 29 juillet 2011 ;
- VU** l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Jura en date du 22 novembre 2011 ;
- VU** le document établi le 13 février 2012 par le Syndicat Intercommunal des Eaux du Recépage exposant les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique de l'opération, ci-annexé ;

VU l'arrêté n° 252 du 04 avril 2011 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Marie WILHELM, secrétaire général de la préfecture du Jura,

CONSIDERANT QU' il convient de protéger la ressource en eau et que, dès lors, la mise en place des périmètres de protection autour des puits de captage des Toppes, commune de Tavaux, ainsi que les mesures envisagées, constituent un moyen efficace pour faire obstacle aux pollutions susceptibles d'altérer la qualité de ces eaux destinées à la consommation humaine ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Jura :

ARRETE

DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

ARTICLE 1^{ER} - DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

Sont déclarées d'utilité publique au bénéfice du syndicat :

- La dérivation des eaux pour la consommation humaine à partir des 2 puits de captage dénommés respectivement puits du Recépage 1 et puits du Recépage 2, situés sur la commune de Tavaux, au lieu-dit les Toppes, conformément au plan annexé ;
- La création des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour de ces captages.

ARTICLE 2 - AUTORISATION DE PRELEVEMENT

Le Syndicat Intercommunal des Eaux du Recépage est autorisé à prélever et à dériver une partie des eaux souterraines au niveau des 2 puits de captage des Toppes, dans les conditions fixées par le présent arrêté.

ARTICLE 3 - CAPACITE DE POMPAGE – DEBIT CAPTE AUTORISE

Le volume maximum de prélèvement autorisé sur les 2 puits de captage du Recépage est le suivant :

- Débit de prélèvement horaire : 175 m³/heure
- Débit de prélèvement journalier : 3 500 m³/jour

Les installations doivent disposer d'un système de comptage permettant de vérifier en permanence ces valeurs conformément à l'article L.214-8 du code de l'environnement.

L'exploitant est tenu de conserver 3 ans les dossiers correspondant à ces mesures et de les tenir à la disposition de l'autorité administrative.

ARTICLE 4 - CARACTERISTIQUES, LOCALISATION ET AMENAGEMENT DES CAPTAGES

Les 2 puits des Toppes ont été réalisés en 1960. Ils ont des caractéristiques techniques semblables, à savoir une profondeur de 10,40 mètres pour un diamètre de 3,50 mètres.

Les niveaux de la nappe aquifère exploitée par ces 2 ouvrages fluctuent entre 0,50 mètres (hautes eaux) et 2,50 mètres (basses eaux) sous le terrain naturel.

Ils sont distants de 100 mètres et reliés par une conduite siphonnante qui alimente gravitairement une bache de reprise de 80 m³ située sous la station de pompage. Celle-ci est équipée d'un groupe de pompage de 175 m³/heure.

Localisation des captages :

Puits du Recépage 1

Commune de Tavaux, au lieu-dit « Les Toppes », sur la parcelle n° 22b - section ZN

Code BSS : 05278X0080

Coordonnées Lambert 2e : X : 831 385 Y : 2 229 385 Z : 190 m

Puits du Recépage 2

Commune de Tavaux, au lieu-dit « Les Toppes », sur la parcelle n° 22b - section ZN

Code BSS : 05278X1003

Coordonnées Lambert 2e : X : 831 485 Y : 2 229 330 Z : 190 m

ARTICLE 5 - INDEMNISATION ET DROIT DES TIERS

Le Syndicat Intercommunal des Eaux du Recépage devra indemniser les propriétaires et exploitants des terrains situés dans les périmètres de protection de tout dommage qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par l'instauration de ces périmètres.

Les indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires des terrains ou aux occupants concernés sont fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

ARTICLE 6 - PERIMETRES DE PROTECTION DU CAPTAGE

Des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée sont établis autour des 2 puits de captage du Recépage.

Ces périmètres s'étendent conformément aux indications du plan de situation, du plan cadastral et des états parcellaires annexés au présent arrêté.

Article 6.1 - PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE

Il est constitué par des terrains appartenant en pleine propriété au Syndicat Intercommunal des Eaux du Recépage. Il doit rester propriété du syndicat.

Afin d'empêcher efficacement l'accès du périmètre de protection immédiate à des tiers, ce périmètre est clos et matérialisé par une clôture et munie d'un portail fermant à clé. Son accès est interdit au public.

Les trappes et autres moyens d'accès aux ouvrages de captage doivent être verrouillées et étanches.

Ce périmètre devra rester verrouillé et sera interdit à tous dépôts, installations ou activités autres que ceux nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des ouvrages de captage. Il n'y sera fait usage d'aucun désherbant, la croissance des végétaux n'étant limitée que par la taille. Ce périmètre devra être maintenu déboisé et fauché régulièrement à la diligence du syndicat.

Les ouvrages de captage doivent être maintenus en bon état et nettoyés régulièrement.

Les opérations de maintenance et d'entretien des ouvrages doivent être consignées dans un carnet sanitaire, permettant d'en assurer la traçabilité (date, nature des travaux, opérateur, ...).

Article 6.2 - PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE

Des servitudes sont instituées sur les parcelles du périmètre de protection rapprochée mentionnées dans les extraits parcellaires joints en annexe.

Prescriptions générales :

- Le périmètre de protection rapprochée est une zone inconstructible.

Activités interdites :

A l'intérieur de ce périmètre sont interdits, sauf extension ou modification d'installations autorisées existantes, les équipements ou activités susceptibles de porter atteinte à la qualité de l'eau de la nappe et en particulier :

- les constructions de toute nature autres que celles nécessaires à l'alimentation en eau potable ;
- les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'ouverture et l'exploitation de carrière et d'excavations diverses ;
- l'extraction de matériau alluvionnaire, les exhaussements et affouillements de sol ;
- les stockages d'hydrocarbures et de produits chimiques ;
- la création de forages ou de puits autres que ceux liés à l'exploitation ou à la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine ;
- la réalisation de réseau de drainage ;
- la recharge artificielle de la nappe ;
- les canalisations autres que celles nécessaires au transport des eaux destinées à la consommation humaine, à l'exception des canalisations servant à l'irrigation mises en place en 2011 ;
- l'épandage de matières de vidange et de boues de station d'épuration ;
- les dépôts de déchets ménagers, agricoles et industriels ;
- l'entrepôt des déchets et des matières fermentescibles ainsi que la création même momentanée de stockages de fumiers et d'engrais artificiels ;

Activités réglementées :

⇒ Pratiques agricoles

Les dispositions du code de bonnes pratiques agricoles, objet de l'arrêté du 22 novembre 1993, sont rendues d'application obligatoire.

Les quantités d'engrais apportées, ainsi que l'utilisation de produits phytosanitaires doivent être consignées par les exploitants agricoles dans un cahier d'enregistrement.

Ce registre devra comporter au moins les informations suivantes : n° de parcelle, produit, quantité, date, conditions météorologiques.

La tenue de ce registre n'est pas nécessaire si les apports d'engrais font l'objet de plans de fumure à la parcelle et de bilans annuels établis par un organisme compétent.

Ces informations doivent être tenues à disposition de l'autorité sanitaire.

⇒ Epandages de fumures organiques et minérales

Engrais organiques :

Sur les parcelles du périmètre rapproché, les épandages de fumure organique (fumiers, lisiers, purins) sont autorisés dans le respect des règles suivantes :

- ils sont formalisés dans les plans d'épandage des exploitations agricoles concernées ;
- les zones aptes à l'épandage sont situées à plus de 35 mètres des berges des ruisseaux et des puits ou forages, sur des parcelles au sol aéré et suffisamment profond (> 20 cm) ;
- les épandages doivent être réalisés en période favorable. Aucun épandage ne sera effectué sur sol gelé, enneigé, en période de forte pluie ou sur des sols présentant une pente supérieure à 7%.

Fertilisation azotée totale (minérale et/ou organique) :

- inférieure à 170 unités d'azote par hectare de Surface Agricole Utile (S.A.U.) et par an (moyenne sur un assolement de 5 ans). Les apports doivent être fractionnés et tenir compte des reliquats d'azote disponibles (plan de fumure prévisionnel).
- Si le type de culture et le type de sol le permettent, implantation d'un couvert végétal d'hiver pour limiter les risques de lessivage après récolte.

⇒ Traitements phytosanitaires :

Les traitements doivent être raisonnés et réalisés avec des équipements précis et performants.

La réduction de l'utilisation des phytosanitaires est un principe de gestion sur la totalité des parcelles du périmètre de protection rapprochée (cahier de traitement, plan de protection des cultures, respect des interdictions d'utilisation de certaines molécules).

Les alternatives à l'utilisation des herbicides seront recherchées en permanence afin de réduire leur utilisation en matière de désherbage ou de lutte contre les adventices.

Les formulations utilisant la matière active Diuron sont interdites.

Les formulations utilisant les matières actives Bentazone ou Métolachlore sont interdites sur toutes les cultures à l'exception des cultures légumières, et plus particulièrement le haricot et le pois, pour lesquelles il n'existe aucune autre alternative en matière de traitement.

La Chambre d'agriculture du Jura sera sollicitée par le Syndicat Intercommunal des Eaux du Recépage dans le cadre d'une convention pluriannuelle, pour raisonner les pratiques culturales.

⇒ Puits et forages agricoles

Les ouvrages recensés dans les limites du périmètre de protection rapprochée doivent satisfaire aux prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits définis dans les arrêtés du 11 septembre 2003 et faire l'objet d'un entretien régulier, de façon à limiter les possibilités d'infiltration d'eaux de ruissellement vers la nappe.

Les ouvrages abandonnés devront être rebouchés avec des matériaux inertes.

Les ouvrages répertoriés non conformes (aucune étanchéité vis-à-vis du ruissellement des eaux de surface) dans l'inventaire réalisé en 2006 par le BET Sciences Environnement « Etude complémentaire à la protection des captages d'eau potable – SIE du Recépage » devront être mis en conformité dans un délai d'un an ou rebouchés.

Sont concernés les ouvrages : **N9, S6, S7, S8, S18.**

L'utilisation sur site de l'eau de ces puits pour la préparation de traitements phytosanitaires ou le rinçage des équipements de pulvérisation est interdite.

⇒ **Entretien des voiries et autres infrastructures de transport**

Le défrichement et l'entretien des abords de la RN 73 et des chemins d'exploitation qui traversent le périmètre de protection rapprochée sont réalisés par des moyens mécaniques à l'exclusion de tout traitement chimique herbicide.

⇒ **Poste de transformation EDF (parcelle n°41 section ZN)**

Les travaux de maintenance des installations et l'entretien de la parcelle sur laquelle elles sont implantées, doivent prévenir les risques de transfert de polluants vers la nappe.

L'exploitant communiquera au Syndicat Intercommunal des Eaux du Recépage la liste des produits utilisés susceptibles de contaminer les eaux de la nappe.

L'utilisation de produits herbicides y est interdite.

Article 6.3 - PERIMETRE DE PROTECTION ELOIGNEE

L'extension de ce périmètre s'appuie sur la configuration de la zone naturelle d'alimentation, basée sur les courbes piézométriques.

Pour les puits des Toppes, le PPE s'étend sur 1,5 km en amont du périmètre de protection rapprochée et 500 mètres de largeur environ, sur les lieux-dits « Grande Corvée, Les Saules, Le Viseret » dans la zone sud de Tavaux, ainsi que de part et d'autre de la RD 221 reliant Tavaux à Molay.

La zone parallèle à la RN 73 longeant le P.R. B des puits de l'Aérodrome et englobant le cimetière de Tavaux sera également protégée par un PPE (commun aux deux zones de captages).

Activités réglementées :

⇒ **Cimetière de Tavaux**

Les inhumations doivent être réalisées dans des caveaux étanches en béton.

A l'emplacement actuel du cimetière, la faible profondeur de la nappe en hautes eaux (2 à 2,5 mètres) nécessiterait la mise en place d'un remblai de substitution (matériaux filtrants) d'un mètre d'épaisseur, qui permettra de disposer d'une épaisseur minimum de terrain d'ensevelissement de 2 mètres au-dessus des hautes eaux de la nappe.

⇒ **Puits et forages agricoles**

Les ouvrages recensés dans les limites du périmètre de protection éloignée doivent satisfaire aux prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits définis dans les arrêtés du 11 septembre 2003 et faire l'objet d'un entretien régulier, de façon à limiter les possibilités d'infiltration d'eaux de ruissellement vers la nappe.

Les ouvrages abandonnés devront être rebouchés avec des matériaux inertes.

Les ouvrages répertoriés non conformes (aucune étanchéité vis-à-vis du ruissellement des eaux de surface) dans l'inventaire réalisé en 2006 par le BET Sciences Environnement « Etude complémentaire à la protection des captages d'eau potable – SIE du Recépage » devront être mis en conformité dans un délai d'un an ou rebouchés.

L'utilisation sur site de l'eau de ces puits pour la préparation de traitements phytosanitaires ou le rinçage des équipements de pulvérisation est interdite.

⇒ **Et notamment :**

- Les stockages d'hydrocarbures (fioul) à usage domestique, agricole, ou industriel recensés dans ce périmètre de protection, doivent être placés sur une cuvette de rétention étanche et incombustible dont la capacité est au moins égale au volume du réservoir.
- Les bâtiments agricoles (siège ou lieu de stockage de produits ou de matériel de stabulation) seront autorisés à condition que leur bâti, stockages et rejets d'eaux usées soient conformes aux règlements en vigueur.
- Les dispositifs d'assainissement des constructions devront être soit raccordés à un réseau collectif d'eaux usées soit conformes aux prescriptions de l'arrêté du 7 septembre 2009 en matière d'assainissement non collectif.
- L'utilisation d'herbicides, dont la formulation contient du Diuron, est interdite dans le périmètre de protection éloignée pour l'entretien des routes et des espaces de voirie. Dans tous les cas des méthodes de désherbage alternatives doivent être privilégiées.

ARTICLE 7 - PUBLICATION ET NOTIFICATION DES SERVITUDES

La notification individuelle du présent arrêté sera faite par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, aux propriétaires des parcelles comprises dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée, ainsi qu'aux exploitants agricoles concernés.

Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

Le Syndicat Intercommunal des Eaux du Recépage, bénéficiaire de l'autorisation préfectorale, est chargé d'effectuer ces formalités.

Les maires des communes concernées conservent l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivrent à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

ARTICLE 8 - DELAIS DE MISE EN CONFORMITE

Dans les terrains compris dans les périmètres de protection institués par le présent arrêté, il devra être satisfait aux obligations prévues à l'article 6 dans un délai de 1 an, en ce qui concerne la mise en conformité des ouvrages de captage agricoles, les dépôts, activités et installations existant à la date de cet arrêté.

ARTICLE 9 - RESPECT DES SERVITUDES - SANCTIONS

Les propriétaires et exploitants des terrains compris dans les périmètres de protection devront subordonner la poursuite de leur activité au respect des obligations imposées pour la protection des eaux.

Non-respect de la déclaration d'utilité publique

En application de l'article L.1324-3 du code de la santé publique est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique.

Dégradation d'ouvrages, pollution

En application de l'article L.1324-4 du code de la santé publique est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende le fait de :

- dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation,
- laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique.

ARTICLE 10 - ALTERATION DE LA QUALITE DE LA RESSOURCE

En cas de dégradation de la qualité de la ressource en eau pour son usage « eau potable », la présente autorisation pourra être modifiée par arrêté préfectoral complémentaire et conduire à la mise en place de prescriptions plus contraignantes.

ARTICLE 11 - MAITRISE FONCIERE ET DE L'OCCUPATION DES SOLS DANS LES PERIMETRES DE PROTECTION RAPPROCHEE**Droit de préemption urbain. (article L. 1321-2 du code de la santé publique)**

Dans les périmètres de protection rapprochée de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines, les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale compétents peuvent instaurer le droit de préemption urbain dans les conditions définies à l'article L. 211-1 du code de l'urbanisme. Ce droit peut être délégué à la commune ou à l'établissement public de coopération intercommunale responsable de la production d'eau destinée à la consommation humaine dans les conditions prévues à l'article L. 213-3 du code de l'urbanisme.

Le droit de préemption urbain prévu à l'article L. 1321-2 du code de la santé publique peut être institué même en l'absence de plan local d'urbanisme (Art. R. 1321-13-3 du code de la santé publique).

Prise en compte dans les baux ruraux des prescriptions instituées dans les périmètres de protection rapprochée (Art. R. 1321-13-4 du code de la santé publique)

I. – La collectivité publique, propriétaire de terrains situés à l'intérieur des périmètres de protection rapprochée des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines, qui entend prescrire au preneur des modes d'utilisation du sol afin de préserver la qualité de la ressource en eau, à l'occasion du renouvellement des baux ruraux portant sur ces terrains, notifie ces prescriptions au preneur dix-huit mois au moins avant l'expiration du bail en cours.

Si la collectivité notifie au preneur de nouvelles prescriptions avant la fin de son bail, mais au-delà du délai de dix-huit mois prévu au premier alinéa, les nouvelles prescriptions ne peuvent entrer en vigueur qu'après un délai de dix-huit mois à compter de cette notification.

II. - La notification prévue au I est faite par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte extrajudiciaire. Elle indique les motifs justifiant les prescriptions et les parcelles concernées et précise que la décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois.

TRAITEMENT & DISTRIBUTION DE L'EAU

ARTICLE 12 - MODALITES DE LA DISTRIBUTION DE L'EAU – TRAITEMENT DE L'EAU

Le Syndicat Intercommunal des Eaux du Recépage est autorisé à distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine à partir des puits de captage des Toppes, dans le respect des modalités suivantes :

- l'eau brute, avant distribution, fait l'objet d'un traitement de désinfection permanente ;
- le réseau de distribution et les réservoirs doivent être conçus et entretenus suivant les dispositions de la réglementation en vigueur ;
- les eaux distribuées doivent satisfaire aux exigences de qualité fixées par le code de la santé publique et ses textes d'application.

Seuls peuvent être utilisés les produits de procédés de traitement des eaux destinées à la consommation humaine autorisés par la réglementation en vigueur.

Tout projet de modification de la filière de traitement ou des produits utilisés doit faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable auprès de l'agence régionale de santé.

Dans le cas d'une modification significative de la qualité de l'eau brute mettant en cause l'efficacité du traitement, la présente autorisation pourra être modifiée par décision préfectorale.

Rendement des réseaux de distribution :

Le réseau de distribution et les réservoirs doivent être conçus et entretenus suivant les dispositions de la réglementation en vigueur.

Le Syndicat Intercommunal des Eaux du Recépage veille au bon entretien et à l'étanchéité des canalisations de son réseau de distribution. Il met en œuvre tous les moyens nécessaires pour diminuer les éventuelles fuites sur le réseau et améliorer le rendement du réseau.

Un rendement élevé (rapport entre les volumes mis en distribution et les volumes consommés par les usagers) doit être recherché en permanence. Un objectif de rendement minimum de 70 % est fixé.

ARTICLE 13 - SURVEILLANCE ET CONTROLE SANITAIRE DE LA QUALITE DE L'EAU

Surveillance

Le Syndicat Intercommunal des Eaux du Recépage veille au bon fonctionnement des systèmes de production, de traitement et de distribution et met en œuvre un plan de surveillance de la qualité de l'eau qui comprend notamment :

- ***l'examen régulier des installations,***
- ***un programme de tests ou d'analyses sur des points déterminés en fonction des risques identifiés,***
- ***la tenue d'un fichier sanitaire consignnant l'ensemble des informations collectées au titre de la surveillance.***

Les résultats sont tenus à la disposition du directeur général de l'agence régionale de santé qui est également informé de tout incident susceptible d'avoir des conséquences pour la santé publique.

En cas de difficultés particulières ou de dépassements des exigences de qualité, le Syndicat Intercommunal des Eaux du Recépage prévient l'agence régionale de santé dès qu'elle en a connaissance. Dans ce cas, des analyses complémentaires peuvent être prescrites.

Contrôle

La qualité de l'eau est contrôlée dans les conditions et selon un programme annuel défini par la réglementation en vigueur. Les frais d'analyses et de prélèvements sont à la charge du Syndicat Intercommunal des Eaux du Recépage.

Si la qualité des eaux venait à se dégrader, il pourrait être procédé à une nouvelle définition des périmètres et des servitudes.

ARTICLE 14 - DISPOSITIONS PERMETTANT LES PRELEVEMENTS ET LE CONTROLE DES INSTALLATIONS

- Les captages devront être équipés d'un robinet de prise d'échantillon d'eau brute avant tout traitement.
- Les installations de traitement de l'eau doivent être équipées d'un robinet de prise d'échantillon de l'eau mise en distribution.
- Les agents de l'agence régionale de santé et du laboratoire agréé ont constamment libre accès aux installations autorisées.
- Les exploitants responsables des installations sont tenus de leur laisser à disposition le registre d'exploitation.

ARTICLE 15 - INFORMATION SUR LA QUALITE DE L'EAU DISTRIBUEE

Sont affichés dans les deux jours ouvrés suivant la date de leur réception et tenus à la disposition du public, au siège du Syndicat Intercommunal des Eaux du Recépage :

- l'ensemble des résultats d'analyse des prélèvements effectués au titre du contrôle sanitaire ;
- leur interprétation sanitaire faite par l'agence régionale de santé ;
- les synthèses commentées que peut établir ce service sous la forme de bilans sanitaires de la situation pour une période déterminée.

Les remarques essentielles formulées par l'agence régionale de santé concernant la qualité de l'eau et la protection de la ressource devront apparaître annuellement sur la facture d'eau de chaque abonné.

AUTORISATION au titre du code de l'environnement (articles L.214-1 à L.214-6)

ARTICLE 16 - AUTORISATION AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

Le présent arrêté vaut autorisation au titre du code de l'environnement pour les prélèvements réalisés sur les captages des puits des Toppes, relevant de la rubrique n° 1.1.2.0 de la nomenclature :

« Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant supérieur ou égal à 200 000 m³/an. »

DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 17 - RESPECT DE L'APPLICATION DU PRESENT ARRETE

Le Syndicat Intercommunal des Eaux du Recépage, bénéficiaire de la présente autorisation, veille au respect de l'application de cet arrêté y compris des prescriptions dans les périmètres de protection.

Le Syndicat Intercommunal des Eaux du Recépage pourvoira aux dépenses nécessaires à l'application de cet arrêté tant au moyen de fonds libres dont il pourra disposer que des emprunts qu'il pourra contracter ou des subventions qu'il sera susceptible d'obtenir de l'Etat, d'autres collectivités ou d'établissements publics.

Tout projet de modification du système actuel de production et de distribution de l'eau destinée à la consommation humaine du Syndicat Intercommunal des Eaux du Recépage devra être porté à la connaissance du préfet, accompagné d'un dossier définissant les caractéristiques du projet.

ARTICLE 18 - DUREE DE VALIDITE

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que les captages restent en exploitation et participent à l'approvisionnement de la collectivité dans les conditions fixées par celui-ci.

ARTICLE 19 - NOTIFICATIONS ET PUBLICITE DE L'ARRETE

Le présent arrêté est transmis au président du Syndicat Intercommunal des Eaux du Recépage en vue de sa notification individuelle aux propriétaires et exploitants des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée.

Le présent arrêté est notifié aux maires des communes de Champdivers et Tavaux en vue de la mise à disposition du public, de l'affichage en mairie pendant une durée de deux mois et de son insertion dans les documents d'urbanisme dans un délai maximal d'un an. Procès-verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture.

Les maires des communes susvisées conservent l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivrent à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Un avis de cet arrêté est inséré, par les soins du préfet et aux frais du bénéficiaire de l'autorisation, dans deux journaux locaux et régionaux.

Le maître d'ouvrage transmet à l'agence régionale de santé dans **un délai de 6 mois** après la date de la signature de Monsieur le préfet, une note sur l'accomplissement des formalités concernant :

- la notification aux propriétaires des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée,
- l'insertion de l'arrêté dans les documents d'urbanisme.

ARTICLE 20 - DELAIS DE RECOURS ET DROIT DES TIERS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Besançon dans les deux mois suivant sa notification ou sa publication.

ARTICLE 21 - MESURES EXECUTOIRES

- Le secrétaire général de la préfecture du Jura,
- Le sous-préfet de Dole,
- Le président du Syndicat Intercommunal des Eaux du Recépage,
- Le maire de la commune de Champdivers,
- Le maire de la commune de Tavaux,
- Le directeur général de l'Agence régionale de santé de Franche-Comté,
- Le directeur départemental des territoires du Jura,
- Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Franche-Comté,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Jura et dont une mention sera mise en ligne sur le site internet de la préfecture. Par ailleurs, une copie conforme sera dressée pour information au :

- Président du Conseil général du Jura ;
- Président de la Chambre d'agriculture du Jura ;
- Directeur régional de l'Office national des forêts ;
- Directeur du Bureau de Recherches géologiques et minières (BRGM) ;
- Directeur de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse ;
- Chef du service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques du Jura ;
- Chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage du Jura.

Lons-le-Saunier, le **- 5 MARS 2012**

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

Jean-Marie WILHELM



Pour copie conforme
Pour le préfet et par délégation
L'attachée principale, chef de bureau

Liliane DE LEO
Liliane DE LEO



LE PRÉFET,

Pour le Préfet et par délégation
Le Sous-préfet général

Jean-Marie WILHELM

**MISE EN PLACE DES PERIMETRES DE PROTECTION
DES PUITES DES TOPPES ET DE L'AERODROME SITUES A TAVAU**

**EXPOSE DES MOTIFS ET CONSIDERATIONS JUSTIFIANT
LE CARACTERE D'UTILITE PUBLIQUE DE L'OPERATION**

Le syndicat intercommunal des Eaux du Recépage dessert 12 communes et partiellement le hameau des Jousserots représentant une population de 13 017 habitants environ.

L'eau distribuée est de bonne qualité comme l'atteste les nombreuses analyses faites tous les 10 jours environ.

Afin d'assurer la pérennité de cette qualité il est apparu nécessaire au comité syndical de lancer la procédure de protection des puits de captage.

La mise en place de tel périmètre est une obligation réglementaire qui découle du Code de la Santé Publique et a pour objectifs :

- la dérivation des eaux destinées à la consommation humaine à partir des 2 puits de captage des Toppes et des 2 puits de captage de l'aérodrome situés sur la commune de TAVAU,
- la création de ces périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour des captages.

Les périmètres de protection définis autour des puits de captage des Toppes et de l'Aérodrome répondent à ces différents objectifs à caractère d'utilité publique. Les études conduites depuis plusieurs années ont permis d'ajuster leur délimitation et les prescriptions qui s'y rapportent. S'ils induisent quelques contraintes pour les propriétaires et exploitants des terrains concernés par la protection, celles-ci sont sans commune mesure avec les bénéfices attendus. Ainsi, les périmètres de protection devraient permettre d'assurer dans le futur l'approvisionnement en eau potable des 12 communes et du hameau des Jousserots adhérentes au syndicat.

C'est pourquoi le syndicat des Eaux du Recépage s'est engagé dans cette voie considérant que dans le but d'utilité publique, elle permet de protéger la santé des générations présentes et futures et qu'elle s'inscrit dans une démarche de développement durable en préservant les ressources.

Fait à TAVAU, le 13 février 2012
Le Président,

► Secrétariat SIER

Mairie
6, rue Nationale
39500 TAVAU Cedex

► Téléphone : 03 84 71 95 07

► Mail : finances-rh-mairie.de.tavaux@wanadoo.fr





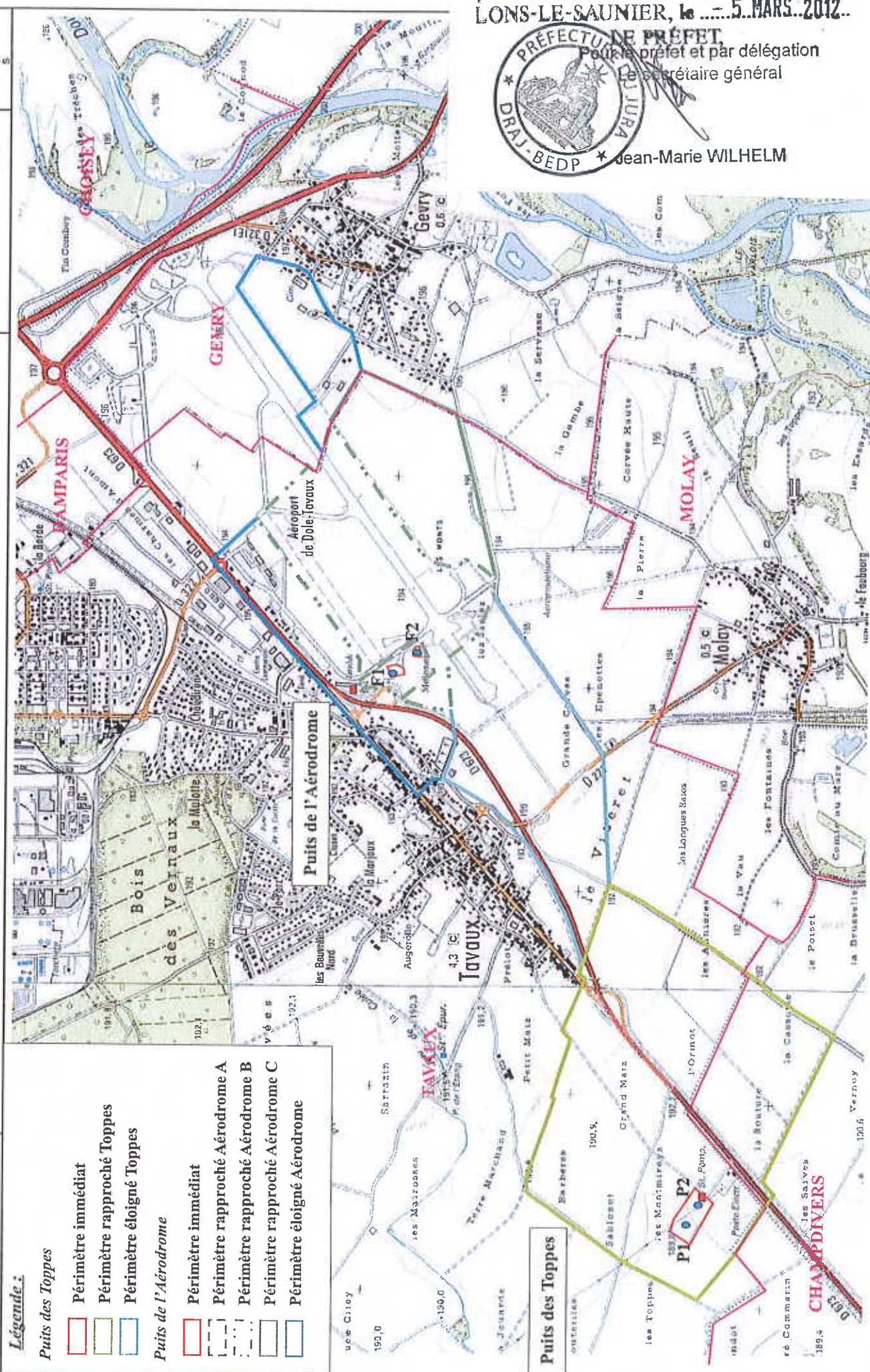
VU par le Préfet,
 pour demeurer annexé à son arrêté de ce jour
 LONS-LE-SAUNIER, le 5 MARS 2012.

LE PRÉFET,

Pour le préfet et par délégation
 Le secrétaire général



Jean-Marie WILHELM



pour demeurer annexé à son arrêté de ce jour
LONS-LE-SAUNIER, le5..MARS..2012..



Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

Jean-Marie WILHELM



VU par le Préfet,
 pour demeurer annexé à son arrêté de ce jour
 LONS-LE-SAUNIER, le 5 MARS 2012
 LE PRÉFET.



Pour le préfet et par délégation
 Le secrétaire général

Jean-Marie WILHELM

Liste des parcelles situées en zone de protection immédiate

SIE du Recépage – Puits des Toppes

Commune	Section	Périmètre	N° de parcelle
Tavaux	ZN	Immédiat	22

VU par le Préfet,
pour demeurer annexé à son arrêté de ce jour
LONS-LE-SAUNIER, le5 MARS 2012.
LE PRÉFET,



Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

Jean-Marie WILHELM

Nature du bien	Section	N ° parcellaire	Lieu-dit	Commune	Superficie totale de la parcelle	Nom du propriétaire	Nom du conjoint	Date de naissance	Lieu de naissance	Adresse	Code postal	Ville
Propriétaire	ZN	22	Rue de Chalon	Tavaux	4 ha 51 a 60 ca	SYNDICAT DES EAUX DE RECEPAGE				6 rue Nationale	39500	TAVAUX

Liste des parcelles situées en zone de protection rapprochée

SIE du Recépage – Puits des Toppes

Commune	Section	N° de parcelle
Tavaux	ZN	8 à 10-12-14 à 17-19 à 21-23 à 26-39 à 44
	ZL	40-41-52-56-61 à 70-74 à 85-91-93-94-108 à 126-139-140
	ZK	10 à 16-34 à 43-48-50-52-56-60-63-65-66-68-70-71-74-75-78-81-82-84-86-90-93 à 106
Champdivers	ZI	1 à 17-63-64

VU par le Préfet,
pour demeurer annexé à son arrêté de ce jour
LONS-LE-SAUNIER, le - 5 MARS 2012

LE PRÉFET,



Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

Jean-Marie WILHELM

Nature du bien	Section	N° parcelle	Lieu-dit	Commune	Superficie totale	Nom du propriétaire	Nom du conjoint	Date de naissance	Lieu de naissance	Adresse	Code postal	Ville
Propriétaire	ZN	8	Les Arbus	Tavaux	25 a 70 ca	ASSOCIATION FONCIERE DE TAVAU				Mairie le Village	39500	TAVAU
Indivision	ZN	9	Longs Champs	Tavaux	6 ha 63 a 90 ca	Monsieur MARESCHAL Dominique Marie Louis Ernest		01/03/1952	Tavaux	38 rue des Meix Brûlés	39500	TAVAU
Indivision	ZN	9	Longs Champs	Tavaux	6 ha 63 a 90 ca	Monsieur MARESCHAL Jean-Luc Marie Claude	Madame TASSOTTI Corinne	03/04/1959	Dole	3 rue des Matz	39500	TAVAU
Indivision	ZN	9	Longs Champs	Tavaux	6 ha 63 a 90 ca	Monsieur MARESCHAL Rémy Marie Gaston	Madame DELARCHE Nelly	17/05/1954	Tavaux	15 rue d'Aumur	39500	TAVAU
Indivision	ZN	10	Longs Champs	Tavaux	1 ha 56 a 80 ca	Monsieur MARESCHAL Dominique Marie Louis Ernest		01/03/1952	Tavaux	38 rue des Meix Brûlés	39500	TAVAU
Indivision	ZN	10	Longs Champs	Tavaux	1 ha 56 a 80 ca	Monsieur MARESCHAL Jean-Luc Marie Claude	Madame TASSOTTI Corinne	03/04/1959	Dole	3 rue des Matz	39500	TAVAU
Indivision	ZN	10	Longs Champs	Tavaux	1 ha 56 a 80 ca	Monsieur MARESCHAL Rémy Marie Gaston	Madame DELARCHE Nelly	17/05/1954	Tavaux	15 rue d'Aumur	39500	TAVAU
Propriétaire	ZN	12	Longs Champs	Tavaux	16 a 80 ca	ASSOCIATION FONCIERE DE TAVAU				Mairie le Village	39500	TAVAU
Usufruit	ZN	14	Terres Saint Gervais	Tavaux	6 ha 38 a 40 ca	Madame VOIRIN Colette Marie	Monsieur RECEVEUR Maurice	04/06/1926	Plainfaing	54 rue de Chalon	39500	TAVAU
Indivision	ZN	14	Terres Saint Gervais	Tavaux	6 ha 38 a 40 ca	Monsieur RECEVEUR Jean Marie René Maurice	Madame CANARD Liliane Thérèse	09/04/1949	Tavaux	4 rue Léon Blum	39500	TAVAU
Indivision	ZN	14	Terres Saint Gervais	Tavaux	6 ha 38 a 40 ca	Monsieur RECEVEUR Pascal Jean Marie	Madame PETETIN Evelyne Marcelle	30/05/1957	Tavaux	5 rue de Bourgogne	39500	DAMPARIS
Indivision	ZN	14	Terres Saint Gervais	Tavaux	6 ha 38 a 40 ca	Mademoiselle RECEVEUR Marie-Pierre Thérèse Pascale		29/11/1963	Tavaux	19 avenue de la Vaite	25000	BESANCON
Indivision	ZN	15	Terres Saint Gervais	Tavaux	37 a 20 ca	Monsieur ROUGE Bruno	Madame BOICHUT Fabienne	09/06/1968	Dole	13 rue Jacques de Molay	39500	CHAMPDIVERS
Indivision	ZN	15	Terres Saint Gervais	Tavaux	37 a 20 ca	Madame BOICHUT Fabienne	Monsieur ROUGE Bruno	12/12/1973	Dole	13 rue Jacques de Molay	39500	CHAMPDIVERS
Propriétaire	ZN	16	Terres Saint Gervais	Tavaux	22 a 80 ca	Monsieur ROUGE Bruno	Madame BOICHUT Fabienne	09/06/1968	Dole	13 rue Jacques de Molay	39500	CHAMPDIVERS
Propriétaire	ZN	17	Terres Saint Gervais	Tavaux	26 a 50 ca	ASSOCIATION FONCIERE DE TAVAU				Mairie le Village	39500	TAVAU
Propriétaire	ZN	19	Terres Saint Gervais	Tavaux	9 a 80 ca	ASSOCIATION FONCIERE DE TAVAU				Mairie le Village	39500	TAVAU
Propriétaire	ZN	20	Terres Saint Gervais	Tavaux	91 a 90 ca	Monsieur POIFFAUT Serge Joseph		27/07/1957	Peseux	4 rue de Saint Loup	39120	PESEUX
Propriétaire	ZN	21	Les Toppes	Tavaux	40 a 80 ca	ASSOCIATION FONCIERE DE TAVAU				Mairie le Village	39500	TAVAU
Propriétaire	ZN	23	Les Toppes	Tavaux	2 ha 67 a 20 ca	Commune de TAVAU				6 rue Nationale	39500	TAVAU
Propriétaire	ZN	24	Les Toppes	Tavaux	2 ha 92 a 40 ca	Monsieur MALE François Etienne Nicolas	Madame GUYOT Marie	25/10/1970	Dole	Pres Brainans	39500	TAVAU
Propriétaire	ZN	25	Les Toppes	Tavaux	47 a 70 ca	Monsieur MALE François Etienne Nicolas	Madame GUYOT Marie	25/10/1970	Dole	Pres Brainans	39500	TAVAU
Propriétaire	ZN	26	Les Toppes	Tavaux	8 a 70 ca	ASSOCIATION FONCIERE DE TAVAU				Mairie le Village	39500	TAVAU

Propriétaire	ZN	39	Longs Champs	Tavaux	1 ha 43 a 00 ca	Monsieur CLAIROTTE Christophe Jean-Marie		23/07/1970	Champdivers	4 rue du Finage	39500	CHAMPDIVERS
Propriétaire	ZN	40	Longs Champs	Tavaux	1 ha 43 a 00 ca	Monsieur CLAIROTTE Christophe Jean-Marie		23/07/1970	Champdivers	4 rue du Finage	39500	CHAMPDIVERS
Propriétaire	ZN	41	Terres Saint Gervais	Tavaux	90 a 00 ca	ELECTRICITE DE FRANCE				Tour Winterthur 102 Terrasse Boiledieu	92085	PARIS DEFENSE CEDEX
Gestionnaire	ZN	41	Terres Saint Gervais	Tavaux	90 a 00 ca	ERDF AGENT COMPTABLE MONTBELIARD				BP 187 1 rue Jacques Folliet	25203	MONTBELIAR D CEDEX
Propriétaire	ZN	42	Terres Saint Gervais	Tavaux	5 ha 08 a 90 a	Monsieur POIFFAUT Serge Joseph		27/07/1957	Peseux	4 rue de Saint Loup	39120	PESEUX
Propriétaire	ZN	43	Terres Saint Gervais	Tavaux	1 ha 00 a 00 ca	Monsieur FONTAINE François Pierre Marie	Madame GARNIER Marie Thérèse	14/06/1953	Dole	4 route de Lons	39410	SAINT AUBIN
Indivision	ZN	44	Terres Saint Gervais	Tavaux	1 ha 41 a 20 ca	Monsieur CLAIROTTE Louis André Alexandre	Madame CORDIER Gilberte	15/02/1934	Champdivers	4 rue du Finage	39500	CHAMPDIVERS
Nu-Propre	ZN	44	Terres Saint Gervais	Tavaux	1 ha 41 a 20 ca	Monsieur CLAIROTTE Christophe Jean-Marie		23/07/1970	Champdivers	4 rue du Finage	39500	CHAMPDIVERS
Indivision	ZN	44	Terres Saint Gervais	Tavaux	1 ha 41 a 20 ca	Madame CORDIER Gilberte Ernestine Eugénie	Monsieur CLAIROTTE Louis	06/11/1934	Peseux	4 rue du Finage	39500	CHAMPDIVERS
Indivision	ZL	40	Au Louvet	Tavaux	25 a 20 ca	Monsieur MULLER Michel Gérard Daniel	Madame JEANNEAUX Christine Thérèse	23/10/1947	Saint Aubin	1 rue de Verdun	39410	SAINT AUBIN
Indivision	ZL	40	Au Louvet	Tavaux	25 a 20 ca	Mademoiselle MULLER Lucie Thérèse Marie		06/08/1974	Dole	rue de Saint Aubin	39120	PESEUX
Indivision	ZL	40	Au Louvet	Tavaux	25 a 20 ca	Madame JEANNEAUX Christine Thérèse Lucie	Monsieur MULLER Michel Gérard Daniel	23/06/1952	Tavaux	1 rue de Verdun	39410	SAINT AUBIN
Propriétaire	ZL	41	Au Louvet	Tavaux	18 a 50 ca	ASSOCIATION FONCIERE DE TAVAU				Mairie le Village	39500	TAVAU
Propriétaire	ZL	52	Grand Matz	Tavaux	33 a 60 ca	Madame JEANNEAUX Agnès Christine Marie		03/05/1958	Dole	41 rue de Chalon	39500	TAVAU
Propriétaire	ZL	56	Grand Matz	Tavaux	63 a 60 ca	ASSOCIATION FONCIERE DE TAVAU				Mairie le Village	39500	TAVAU
Propriétaire	ZL	61	Grand Matz	Tavaux	7 a 80 ca	ASSOCIATION FONCIERE DE TAVAU				Mairie le Village	39500	TAVAU
Indivision	ZL	62	Grand Matz	Tavaux	75 a 50 ca	Monsieur GAUDILLAT Marcel	Madame DAUBIGNEY Denise	24/03/1933	Cosges	14 rue de Chalon	39500	TAVAU
Indivision	ZL	62	Grand Matz	Tavaux	75 a 50 ca	Madame DAUBIGNEY Denise Marie Thérèse	Monsieur GAUDILLAT Marcel	28/08/1931	Tavaux	14 rue de Chalon	39500	TAVAU
Indivision	ZL	63	Grand Matz	Tavaux	78 a 00 ca	Monsieur BOICHUT André Alphonse	Madame DAUBIGNEY Madeleine Emelie Marie	18/12/1912	Molay	L'Oasis 34 Allée des Rosiers	83130	LA GARDE
Indivision	ZL	63	Grand Matz	Tavaux	78 a 00 ca	Madame DAUBIGNEY Madeleine Emelie Marie	Monsieur BOICHUT André	15/11/1920	Tavaux	34 Allée des Rosiers	83130	LA GARDE
Propriétaire	ZL	64	Grand Matz	Tavaux	29 a 00 ca	ASSOCIATION FONCIERE DE TAVAU				Mairie le Village	39500	TAVAU
Indivision	ZL	65	Grand Matz	Tavaux	3 ha 58 a 70	Monsieur BOICHUT André Alphonse	Madame DAUBIGNEY Madeleine Emelie Marie	18/12/1912	Molay	L'Oasis 34 Allée des Rosiers	83130	LA GARDE
Indivision	ZL	65	Grand Matz	Tavaux	3 ha 58 a 70	Madame DAUBIGNEY Madeleine Emelie Marie	Monsieur BOICHUT André	15/11/1920	Tavaux	34 Allée des Rosiers	83130	LA GARDE

Indivision	ZL		66	Petit Matz	Tavaux	1 ha 29 a 30 ca	Monsieur MARESCHAL Dominique Marie Louis Ernest		01/03/1952	Tavaux	38 rue des Meix Brûlés	39500	TAVAUX
Indivision	ZL		66	Petit Matz	Tavaux	1 ha 29 a 30 ca	Monsieur MARESCHAL Jean-Luc Marie Claude	Madame TASSOTTI Corinne	03/04/1959	Dole	3 rue des Matz	39500	TAVAUX
Indivision	ZL		66	Petit Matz	Tavaux	1 ha 29 a 30 ca	Monsieur MARESCHAL Rémy Marie Gaston	Madame DELARCHE Nelly	17/05/1954	Tavaux	15 rue d'Aumur	39500	TAVAUX
Propriétaire	ZL		67	Petit Matz	Tavaux	73 a 10 ca	Monsieur TRUCHOT Jean Paul André	Madame PELISSIER	31/03/1937	Tavaux	54B Avenue Pierre Wiehn	33600	PESSAC
Propriétaire	ZL		68	Petit Matz	Tavaux	2 ha 47 a 80 ca	Madame TRUCHOT Michelle Bernadette	Monsieur LANAUD	26/12/1948	Tavaux	5 rue du Vieux Château	39100	CHOISEY
Propriétaire	ZL		69	Petit Matz	Tavaux	5 ha 26 a 70 ca	Mademoiselle TRUCHOT Simone Marie Madeleine		04/05/1938	Tavaux	27 rue du Faubourg de l'Orme	39270	ORGELET
Propriétaire	ZL		70	Essard Ferrey	Tavaux	32 a 10 c	ASSOCIATION FONCIERE DE TAVAUX				Mairie le Village	39500	TAVAUX
Propriétaire	ZL		74	Essard Ferrey	Tavaux	2 ha 18 a 60 ca	Monsieur JEANNEAUX René Serge Régis	Madame DAUBIGNEY Michelle	12/02/1938	Tavaux	206 Avenue de la République	39500	TAVAUX
Propriétaire	ZL		75	Essard Ferrey	Tavaux	1 ha 34 a 10 ca	Monsieur JEANNEAUX René Serge Régis	Madame DAUBIGNEY Michelle	12/02/1938	Tavaux	206 Avenue de la République	39500	TAVAUX
Propriétaire	ZL		76	Essard Ferrey	Tavaux	1 ha 30 a 80 ca	Monsieur JEANNEAUX René Serge Régis	Madame DAUBIGNEY Michelle	12/02/1938	Tavaux	206 Avenue de la République	39500	TAVAUX
Indivision	ZL		77	Essard Ferrey	Tavaux	4 ha 32 a 80 ca	Monsieur MARESCHAL Dominique Marie Louis Ernest		01/03/1952	Tavaux	38 rue des Meix Brûlés	39500	TAVAUX
Indivision	ZL		77	Essard Ferrey	Tavaux	4 ha 32 a 80 ca	Monsieur MARESCHAL Jean-Luc Marie Claude	Madame TASSOTTI Corinne	03/04/1959	Dole	3 rue des Matz	39500	TAVAUX
Indivision	ZL		77	Essard Ferrey	Tavaux	4 ha 32 a 80 ca	Monsieur MARESCHAL Rémy Marie Gaston	Madame DELARCHE Nelly	17/05/1954	Tavaux	15 rue d'Aumur	39500	TAVAUX
Indivision	ZL		78	Essard Ferrey	Tavaux	2 ha 37 a 70 ca	Monsieur MARESCHAL Dominique Marie Louis Ernest		01/03/1952	Tavaux	38 rue des Meix Brûlés	39500	TAVAUX
Indivision	ZL		78	Essard Ferrey	Tavaux	2 ha 37 a 70 ca	Monsieur MARESCHAL Jean-Luc Marie Claude	Madame TASSOTTI Corinne	03/04/1959	Dole	3 rue des Matz	39500	TAVAUX
Indivision	ZL		78	Essard Ferrey	Tavaux	2 ha 37 a 70 ca	Monsieur MARESCHAL Rémy Marie Gaston	Madame DELARCHE Nelly	17/05/1954	Tavaux	15 rue d'Aumur	39500	TAVAUX
Indivision	ZL		79	Les Montmirey	Tavaux	3 ha 78 a 50 ca	Monsieur GAUDILLIER Maurice Marcel	Madame JEANNAUX Suzanne Léa Odette	09/05/1920	Tavaux	9 Avenue de la Loire	71880	CHATENOY-LE-ROYAL
Indivision	ZL		79	Les Montmirey	Tavaux	3 ha 78 a 50 ca	Madame JEANNEAUX Suzanne Léa Odette	Monsieur GAUDILLIER Maurice	19/08/1922	Tavaux	9 Avenue de la Loire	71880	CHATENOY-LE-ROYAL
Propriétaire	ZL		80	Les Montmirey	Tavaux	18 a 40 ca	ASSOCIATION FONCIERE DE TAVAUX				Mairie le Village	39500	TAVAUX
Indivision	ZL		81	Les Montmirey	Tavaux	5 ha 14 a 20 ca	Monsieur BUGNOT Robert Maurice	Madame HUMBLLOT Marie Thérèse	14/11/1932	Tavaux	11 rue de Molay	39500	TAVAUX
Indivision	ZL		81	Les Montmirey	Tavaux	5 ha 14 a 20 ca	Madame HUMBLLOT Marie Thérèse Marcelle Françoise	Monsieur BUGNOT Robert Maurice	22/05/1937	Tavaux	11 rue de Molay	39500	TAVAUX
Propriétaire	ZL		82	Les Montmirey	Tavaux	3 ha 01 a 60 ca	Monsieur JEANNEAUX René Serge Régis	Madame DAUBIGNEY Michelle	12/02/1938	Tavaux	206 Avenue de la République	39500	TAVAUX

Propriétaire	ZL	83	Les Montmirey	Tavaux	59 a 70 ca	Madame JEANNEAUX Agnès Christine Marie	Monsieur GAUDILLIER Maurice	19/08/1922	Tavaux	9 Avenue de la Loire	71880	CHATENOV-LE- ROYAL
Propriétaire	ZL	84	Les Montmirey	Tavaux	3 ha 94 a 70 ca	Madame JEANNEAUX Agnès Christine Marie	Monsieur GAUDILLIER Maurice	19/08/1922	Tavaux	9 Avenue de la Loire	71880	CHATENOV-LE- ROYAL
Propriétaire	ZL	85	Les Montmirey	Tavaux	55 a 60 ca	ASSOCIATION FONCIERE DE TAVAU				Mairie le Village	39500	TAVAU
Propriétaire	ZL	91	Grand Matz	Tavaux	11 a 90 ca	Madame JEANNEAUX Agnès Christine Marie		03/05/1958	Dole	41 rue de Chalon	39500	TAVAU
Propriétaire	ZL	93	Grand Matz	Tavaux	97 a 86 ca	Madame JEANNEAUX Agnès Christine Marie		03/05/1958	Dole	41 rue de Chalon	39500	TAVAU
Propriétaire	ZL	94	Grand Matz	Tavaux	1 ha 72 a 13 ca	Madame JEANNEAUX Agnès Christine Marie		03/05/1958	Dole	41 rue de Chalon	39500	TAVAU
Propriétaire	ZL	108	Grand Matz	Tavaux	2 a 89 ca	ETAT MINISTERE DE L'EQUIPEMENT DES TRANSPORTS DU LOGEMENT				4 rue du Cure Marion	39000	LONS LE SAUNIER
Gestionnaire	ZL	108	Grand Matz	Tavaux	2 a 89 ca	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE L'AIR BUREAU DOMAINE				Chambre de Commerce et d'Indus-33 pl de la Comedie	39000	LONS LE SAUNIER
Indivision	ZL	109	Grand Matz	Tavaux	25 a 16 ca	Monsieur MARESCHAL Dominique Marie Louis Ernest		01/03/1952	Tavaux	38 rue des Meix Brûles	39500	TAVAU
Indivision	ZL	109	Grand Matz	Tavaux	25 a 16 ca	Monsieur MARESCHAL Jean-Luc Marie Claude	Madame TASSOTTI Corinne	03/04/1959	Dole	3 rue des Matz	39500	TAVAU
Indivision	ZL	109	Grand Matz	Tavaux	25 a 16 ca	Monsieur MARESCHAL Remy Marie Gaston	Madame DELARCHE Nelly	17/05/1954	Tavaux	15 rue d'Aumur	39500	TAVAU
Propriétaire	ZL	110	Grand Matz	Tavaux	69 ca	ETAT MINISTERE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT				4 rue du Cure Marion	39000	LONS LE SAUNIER
Propriétaire	ZL	111	Grand Matz	Tavaux	15 a 85 ca	Monsieur MARESCHAL Jean-Luc Marie Claude	Madame TASSOTTI Corinne	03/04/1959	Dole	3 rue des Matz	39500	TAVAU
Propriétaire	ZL	112	Grand Matz	Tavaux	45 ca	ETAT MINISTERE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT				4 rue du Cure Marion	39000	LONS LE SAUNIER
Indivision	ZL	113	Grand Matz	Tavaux	2 ha 13 a 47 ca	Monsieur MARESCHAL Dominique Marie Louis Ernest		01/03/1952	Tavaux	38 rue des Meix Brûlés	39500	TAVAU
Indivision	ZL	113	Grand Matz	Tavaux	2 ha 13 a 47 ca	Monsieur MARESCHAL Jean-Luc Marie Claude	Madame TASSOTTI Corinne	03/04/1959	Dole	3 rue des Matz	39500	TAVAU
Indivision	ZL	113	Grand Matz	Tavaux	2 ha 13 a 47 ca	Monsieur MARESCHAL Rémy Marie Gaston	Madame DELARCHE Nelly	17/05/1954	Tavaux	15 rue d'Aumur	39500	TAVAU
Propriétaire	ZL	114	Grand Matz	Tavaux	7 a 24 ca	ETAT MINISTERE DE L'EQUIPEMENT DES TRANSPORTS DU LOGEMENT				4 rue du Cure Marion	39000	LONS LE SAUNIER
Gestionnaire	ZL	114	Grand Matz	Tavaux	7 a 24 ca	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE L'AIR BUREAU DOMAINE				Chambre de Commerce et d'Indus-33 pl de la Comedie	39000	LONS LE SAUNIER
Propriétaire	ZL	115	Grand Matz	Tavaux	55 a 47 ca	Madame JEANNEAUX Agnès Christine Marie		03/05/1958	Dole	41 rue de Chalon	39500	TAVAU

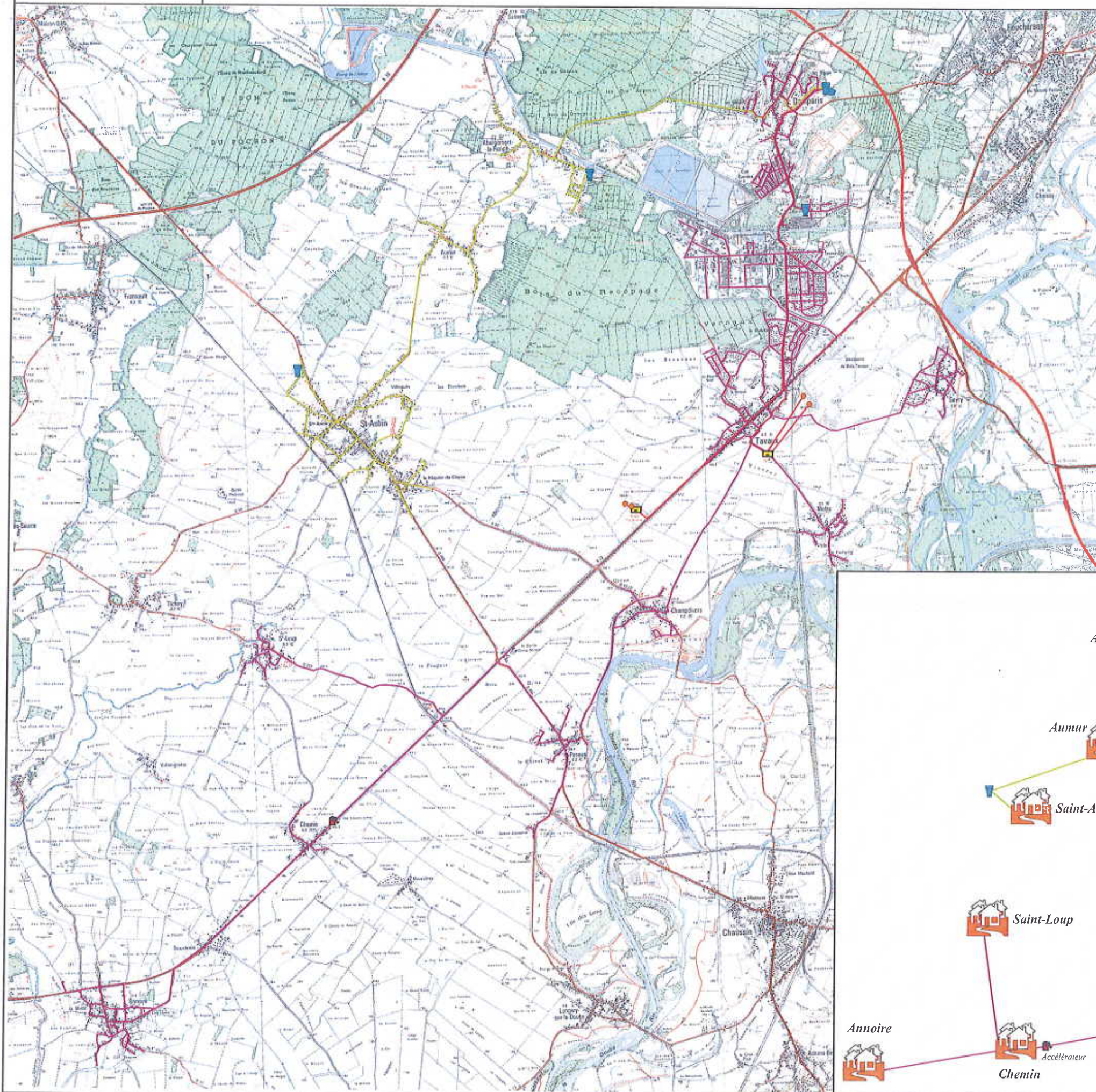
Propriétaire	ZL	116	Grand Matz	Tavaux	13 ca	ETAT MINISTERE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT					4 rue du Cure Marion	39000	LONS LE SAUNIER
Indivision	ZL	117	Grand Matz	Tavaux	74 a 72 ca	Monsieur BOICHUT André Alphonse	Madame DAUBIGNEY Madeleine Emelie Marie	18/12/1912	Molay	L'Oasis 34 Allée des Rosiers	83130	LA GARDE	
Indivision	ZL	117	Grand Matz	Tavaux	74 a 72 ca	Madame DAUBIGNEY Madeleine Emelie Marie	Monsieur BOICHUT André	15/11/1920	Tavaux	34 Allée des Rosiers	83130	LA GARDE	
Propriétaire	ZL	118	Grand Matz	Tavaux	2 a 64 ca	ETAT MINISTERE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT				4 rue du Cure Marion	39000	LONS LE SAUNIER	
Indivision	ZL	119	Grand Matz	Tavaux	74 a 66 ca	Monsieur BOICHUT André Alphonse	Madame DAUBIGNEY Madeleine Emelie Marie	18/12/1912	Molay	L'Oasis 34 Allée des Rosiers	83130	LA GARDE	
Indivision	ZL	119	Grand Matz	Tavaux	74 a 66 ca	Madame DAUBIGNEY Madeleine Emelie Marie	Monsieur BOICHUT André	15/11/1920	Tavaux	34 Allée des Rosiers	83130	LA GARDE	
Propriétaire	ZL	120	Grand Matz	Tavaux	3 a 00 ca	ETAT MINISTERE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT				4 rue du Cure Marion	39000	LONS LE SAUNIER	
Indivision	ZL	121	Grand Matz	Tavaux	11 a 72 ca	Monsieur BOICHUT André Alphonse	Madame DAUBIGNEY Madeleine Emelie Marie	18/12/1912	Molay	L'Oasis 34 Allée des Rosiers	83130	LA GARDE	
Indivision	ZL	121	Grand Matz	Tavaux	11 a 72 ca	Madame DAUBIGNEY Madeleine Emelie Marie	Monsieur BOICHUT André	15/11/1920	Tavaux	11 rue de Molay	39500	TAVAUX	
Propriétaire	ZL	122	Grand Matz	Tavaux	43 ca	ETAT MINISTERE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT				4 rue du Cure Marion	39000	LONS LE SAUNIER	
Propriétaire	ZL	123	Grand Matz	Tavaux	16 a 14 ca	Monsieur ALLARD Jean Marc		06/05/1955	Saint Aubin	2 rue François Boichut	39410	SAINT AUBIN	
Propriétaire	ZL	124	Grand Matz	Tavaux	57 ca	ETAT MINISTERE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT				4 rue du Cure Marion	39000	LONS LE SAUNIER	
Propriétaire	ZL	125	Grand Matz	Tavaux	11 a 46 ca	Madame ANGINON Odile Marie Andrée	Monsieur FOURNIER	21/10/1930	Choisey	3 route Nationale	39100	CHOISEY	
Propriétaire	ZL	126	Grand Matz	Tavaux	43 ca	ETAT MINISTERE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT				4 rue du Cure Marion	39000	LONS LE SAUNIER	
Propriétaire	ZL	139	Grand Matz	Tavaux	44 a 14 ca	Monsieur CLAIROTTE Christophe Jean-Marie		23/07/1970	Champdivers	4 rue du Finage	39500	CHAMPDIVERS	
Indivision	ZL	140	Grand Matz	Tavaux	1 ha 56 a 36 ca	Monsieur MARESCHAL Dominique Marie Louis Ernest		01/03/1952	Tavaux	38 rue des Meix Brûlés	39500	TAVAUX	
Indivision	ZL	140	Grand Matz	Tavaux	1 ha 56 a 36 ca	Monsieur MARESCHAL Jean-Luc Marie Claude	Madame TASSOTTI Corinne	03/04/1959	Dole	3 rue des Matz	39500	TAVAUX	
Indivision	ZL	140	Grand Matz	Tavaux	1 ha 56 a 36 ca	Monsieur MARESCHAL Rémy Marie Gaston	Madame DELARCHE Nelly	17/05/1954	Tavaux	15 rue d'Aumur	39500	TAVAUX	
Propriétaire	ZK	10	Perroyer	Tavaux	32 a 10 ca	ETAT MINISTERE DE L'EQUIPEMENT DES TRANSPORTS ET DU LOGEMENT				4 rue du Curé Marion	39000	LONS LE SAUNIER	
Gestionnaire	ZK	10	Perroyer	Tavaux	32 a 10 ca	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE L'AIR BUREAU DOMAINE CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE				33 Place de la Comédie	39000	LONS LE SAUNIER	
Propriétaire	ZK	11	Perroyer	Tavaux	6 a 70 ca	Monsieur DAUBIGNEY Philippe Bernard Michel	Madame GRAS	02/12/1956	Tavaux	53 T rue de l'Abergement	39500	TAVAUX	

Propriétaire	ZK	12	Perroyer	Tavaux	13 a 40 ca	Monsieur DAUBIGNEY Philippe Bernard Michel	Madame GRAS	02/12/1956	Tavaux	53 T rue de l'Abergement	39500	TAVAUX
Indivision	ZK	13	Perroyer	Tavaux	1 ha 47 a 60 ca	Mademoiselle MITTAINE Anne Marie Marguerite Louise		12/06/1924	Dole	20 rue d'Hauterive	39100	GEVRY
Indivision	ZK	13	Perroyer	Tavaux	1 ha 47 a 60 ca	Monsieur MITTAINE Henri André Louis		31/07/1918	Gevry	20 rue d'Hauterive	39100	GEVRY
Propriétaire	ZK	14	Perroyer	Tavaux	2 ha 66 a 00 ca	Madame JEANNEAUX Agnès Christine Marie	Monsieur GAUDILLIER Maurice	19/08/1922	Tavaux	9 Avenue de la Loire	71880	CHATENAY-LE- ROYAL
Indivision	ZK	15	Perroyer	Tavaux	1 ha 01 a 00 ca	Monsieur DAUBIGNEY Philippe Bernard Michel	Madame GRAS	02/12/1956	Tavaux	53 T rue de l'Abergement	39500	TAVAUX
Indivision	ZK	15	Perroyer	Tavaux	1 ha 01 a 00 ca	Madame GRAS Nelly Annick	Monsieur DAUBIGNEY	11/04/1956	Tavaux	53 T rue de l'Abergement	39500	TAVAUX
Propriétaire	ZK	16	Perroyer	Tavaux	84 a 40 ca	Monsieur DAUBIGNEY Philippe Bernard Michel	Madame GRAS	02/12/1956	Tavaux	53 T rue de l'Abergement	39500	TAVAUX
Indivision	ZK	34	Les Annières	Tavaux	5 ha 60 a 30 ca	Monsieur CLAIROTTE Louis André Alexandre	Madame CORDIER Gilberte	15/02/1934	Champdivers	4 rue du Finage	39500	CHAMPDIVERS
Nu-Propre	ZK	34	Les Annières	Tavaux	5 ha 60 a 30 ca	Monsieur CLAIROTTE Christophe Jean-Marie		23/07/1970	Champdivers	4 rue du Finage	39500	CHAMPDIVERS
Indivision	ZK	34	Les Annières	Tavaux	5 ha 60 a 30 ca	Madame CORDIER Gilberte Ernestine Eugénie	Monsieur CLAIROTTE Louis	06/11/1934	Peseux	4 rue du Finage	39500	CHAMPDIVERS
Propriétaire	ZK	35	Les Annières	Tavaux	3 ha 44 a 00 ca	Madame BRELOT Christianne Suzanne Marie Léone	Monsieur POPCSYK Jean	18/05/1940	Bourg	8 rue des Cordeliers	39000	LONS LE SAUNIER
Propriétaire	ZK	36	Les Annières	Tavaux	15 a 80 ca	Madame BRELOT Christianne Suzanne Marie Léone	Monsieur POPCSYK Jean	18/05/1940	Bourg	8 rue des Cordeliers	39000	LONS LE SAUNIER
Propriétaire	ZK	37	Les Annières	Tavaux	81 a 40 ca	Monsieur CLAIROTTE Patrick Louis	Madame RICHARDET Véronique	12/02/1960	Champdivers	1 rue de la Croix Bleue	39500	CHAMPDIVERS
Propriétaire	ZK	38	Les Annières	Tavaux	1 ha 49 a 50 ca	Monsieur CLAIROTTE Patrick Louis	Madame RICHARDET Véronique	12/02/1960	Champdivers	1 rue de la Croix Bleue	39500	CHAMPDIVERS
Propriétaire	ZK	39	Les Annières	Tavaux	40 a 10 ca	ASSOCIATION FONCIERE DE TAVAUX				Mairie le Village	39500	TAVAUX
Propriétaire	ZK	40	Les Annières	Tavaux	2 ha 60 a 40 ca	Monsieur BONGAIN Michel Victor Francis	Madame BARBELENET Andrée	25/11/1945	Champdivers	4 rue Jacques de Molay	39500	CHAMPDIVERS
Propriétaire	ZK	41	Les Annières	Tavaux	2 ha 01 a 30 ca	Monsieur GAUDILLIER Jean Constant Eugène	Madame CHEVRIAUT	14/11/1936	Tavaux	21 rue de la Colombière	39500	TAVAUX
Indivision	ZK	42	Lormot	Tavaux	1 ha 08 a 50 ca	Monsieur BOURGE Raymond Louis Conrad	Madame ROCHEFORT Simone	28/11/1925	Rahon	10 rue du Moulin	39120	RAHON
Nu-propriété	ZK	42	Lormot	Tavaux	1 ha 08 a 50 ca	Monsieur BOURGE Alain Xavier Henri	Madame BATAILLARD Josiane	09/03/954	Rahon	83 rue Nationale	39500	TAVAUX
Indivision	ZK	42	Lormot	Tavaux	1 ha 08 a 50 ca	Madame ROCHEFORT Simonne Marie Thérèse	Monsieur BOURGE Raymond	14/02/1930	Tavaux	10 rue du Moulin	39120	RAHON
Propriétaire	ZK	43	Lormot	Tavaux	6 a 64 ca	Monsieur DAUBIGNEY Philippe Bernard Michel	Madame GRAS	02/12/1956	Tavaux	53 T rue de l'Abergement	39500	TAVAUX
Propriétaire	ZK	48	Lormot	Tavaux	5 ha 66 a 40 ca	Monsieur DAUBIGNEY Philippe Bernard Michel	Madame GRAS	02/12/1956	Tavaux	53 T rue de l'Abergement	39500	TAVAUX

Indivision	ZK	50	Perroyer	Tavaux	5 a 86 ca	Monsieur ROBIN Jean Joanny René	Madame DAUBIGNEY Madeleine	20/10/1933	Cormoz	Grand Ronjon	01560	CORMOZ
Indivision	ZK	50	Perroyer	Tavaux	5 a 86 ca	Madame DAUBIGNEY Madeleine Monique Marie	Monsieur ROBIN Jean	03/05/1933	Tavaux	Grand Ronjon	01560	CORMOZ
Indivision	ZK	52	Perroyer	Tavaux	2 ha 44 a 02 ca	Monsieur ROBIN Jean Joanny René	Madame DAUBIGNEY Madeleine Monsieur ROBIN Jean	20/10/1933	Cormoz	Grand Ronjon	01560	CORMOZ
Indivision	ZK	52	Perroyer	Tavaux	2 ha 44 a 02 ca	Madame DAUBIGNEY Madeleine Monique Marie	Monsieur ROBIN Jean	03/05/1933	Tavaux	Grand Ronjon	01560	CORMOZ
Propriétaire	ZK	56	Perroyer	Tavaux	4 a 19 ca	Monsieur DAUBIGNEY Jean François Pierre	Madame BOUGAUD Yvonne	23/02/1935	Tavaux	17 rue de Chalon	39500	TAVAUZ
Propriétaire	ZK	60	Perroyer	Tavaux	1 ha 86 a 00 ca	Monsieur DAUBIGNEY Jean François Pierre	Madame BOUGAUD Yvonne	23/02/1935	Tavaux	17 rue de Chalon	39500	TAVAUZ
Propriétaire	ZK	63	Perroyer	Tavaux	29 a 63 ca	ETAT MINISTERE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT				4 rue du Cure Marion	39000	LONS LE SAUNIER
Propriétaire	ZK	65	Perroyer	Tavaux	1 ha 31 a 06 ca	Monsieur DAUBIGNEY Philippe Bernard Michel	Madame GRAS	02/12/1956	Tavaux	53 T rue de l'Abergement	39500	TAVAUZ
Propriétaire	ZK	66	Perroyer	Tavaux	4 a 71 ca	ETAT MINISTERE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT				4 rue du Cure Marion	39000	LONS LE SAUNIER
Propriétaire	ZK	68	Perroyer	Tavaux	3 a 06 ca	ETAT MINISTERE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT				4 rue du Cure Marion	39000	LONS LE SAUNIER
Indivision	ZK	70	Perroyer	Tavaux	3 ha 05 a 03 ca	Monsieur GONTHIER Jean Maurice Louis	Madame DAUBIGNEY Geneviève Marie Louise	20/04/1921	Tavaux	13 rue Nationale	39500	TAVAUZ
Indivision	ZK	70	Perroyer	Tavaux	3 ha 05 a 03 ca	Madame DAUBIGNEY Geneviève Marie Louise	Monsieur GONTHIER Jean Maurice Louis	02/01/1923	Tavaux	13 rue Nationale	39500	TAVAUZ
Propriétaire	ZK	71	Perroyer	Tavaux	5 a 61 ca	ETAT MINISTERE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT				4 rue du Cure Marion	39000	LONS LE SAUNIER
Indivision	ZK	74	Perroyer	Tavaux	3 ha 30 a 22 ca	Monsieur GONTHIER Jean Maurice Louis	Madame DAUBIGNEY Geneviève Marie Louise	20/04/1921	Tavaux	13 rue Nationale	39500	TAVAUZ
Indivision	ZK	74	Perroyer	Tavaux	3 ha 30 a 22 ca	Madame DAUBIGNEY Geneviève Marie Louise	Monsieur GONTHIER Jean Maurice Louis	02/01/1923	Tavaux	13 rue Nationale	39500	TAVAUZ
Propriétaire	ZK	75	Perroyer	Tavaux	4 a 94 ca	ETAT MINISTERE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT				4 rue du Cure Marion	39000	LONS LE SAUNIER
Propriétaire	ZK	78	Perroyer	Tavaux	9 ca	ETAT MINISTERE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT				4 rue du Cure Marion	39000	LONS LE SAUNIER
Propriétaire	ZK	81	Perroyer	Tavaux	22 a 25 ca	ETAT MINISTERE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT				4 rue du Cure Marion	39000	LONS LE SAUNIER
Propriétaire	ZK	82	Lormot	Tavaux	23 a 10 ca	ASSOCIATION FONCIERE DE TAVAUZ				Mairie le Village	39500	TAVAUZ
Propriétaire	ZK	84	Perroyer	Tavaux	1 a 50 ca	ASSOCIATION FONCIERE DE TAVAUZ				Mairie le Village	39500	TAVAUZ
Propriétaire	ZK	86	Perroyer	Tavaux	1 a 22 ca	ETAT MINISTERE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT				4 rue du Cure Marion	39000	LONS LE SAUNIER
Propriétaire	ZK	90	Perroyer	Tavaux	20 a 93 ca	ASSOCIATION FONCIERE DE TAVAUZ				Mairie le Village	39500	TAVAUZ

Propriétaire	ZK	93	Lormot	Tavaux	44 ca	ETAT MINISTERE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT				4 rue du Cure Marion	39000	LONS LE SAUNIER
Propriétaire	ZK	94	Lormot	Tavaux	5 a 85 ca	ETAT MINISTERE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT				4 rue du Cure Marion	39000	LONS LE SAUNIER
Propriétaire	ZK	95	Perroyer	Tavaux	8 ca	ETAT MINISTERE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT				4 rue du Cure Marion	39000	LONS LE SAUNIER
Propriétaire	ZK	96	Perroyer	Tavaux	24 ca	ETAT MINISTERE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT				4 rue du Cure Marion	39000	LONS LE SAUNIER
Propriétaire	ZK	97	Perroyer	Tavaux	14 a 82 ca	ETAT MINISTERE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT				4 rue du Cure Marion	39000	LONS LE SAUNIER
Propriétaire	ZK	98	Perroyer	Tavaux	13 a 82 ca	ETAT MINISTERE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT				4 rue du Cure Marion	39000	LONS LE SAUNIER
Propriétaire	ZK	99	Perroyer	Tavaux	60 ca	ETAT MINISTERE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT				4 rue du Cure Marion	39000	LONS LE SAUNIER
Propriétaire	ZK	100	Perroyer	Tavaux	34 ca	ETAT MINISTERE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT				4 rue du Cure Marion	39000	LONS LE SAUNIER
Propriétaire	ZK	101	Perroyer	Tavaux	8 a 62 ca	ETAT MINISTERE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT				4 rue du Cure Marion	39000	LONS LE SAUNIER
Propriétaire	ZK	102	Perroyer	Tavaux	14 a 23 ca	ETAT MINISTERE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT				4 rue du Cure Marion	39000	LONS LE SAUNIER
Propriétaire	ZK	103	Perroyer	Tavaux	19 ca	ETAT MINISTERE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT				4 rue du Cure Marion	39000	LONS LE SAUNIER
Propriétaire	ZK	104	Perroyer	Tavaux	1 a 85 ca	ETAT MINISTERE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT				4 rue du Cure Marion	39000	LONS LE SAUNIER
Propriétaire	ZK	105	Perroyer	Tavaux	24 ca	ETAT MINISTERE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT				4 rue du Cure Marion	39000	LONS LE SAUNIER
Propriétaire	ZK	106	Perroyer	Tavaux	10 a 73 ca	ETAT MINISTERE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT				4 rue du Cure Marion	39000	LONS LE SAUNIER
Propriétaire	ZI	1	La Cassotte	Champdivers	3 ha 53 a 10 ca	Monsieur BONGAIN Michel Victor Francis	Madame BARBELENET Andrée	25/11/1945	Champdivers	4 rue Jacques de Molay	39500	CHAMPDIVERS
Indivision	ZI	2	La Cassotte	Champdivers	70 a 00 ca	Monsieur BONGAIN Michel Victor Francis	Madame BARBELENET Andree	25/11/1945	Champdivers	4 rue Jacques de Molay	39500	CHAMPDIVERS
Indivision	ZI	2	La Cassotte	Champdivers	70 a 00 ca	Madame BARBELENET Andree Jeannine Henriette	Monsieur BONGAIN Michel	28/04/1951	Saint-Aubin	4 rue Jacques de Molay	39500	CHAMPDIVERS
Indivision	ZI	3	La Cassotte	Champdivers	2 ha 18 a 60 ca	Monsieur BONGAIN Michel Victor Francis	Madame BARBELENET Andree	25/11/1945	Champdivers	4 rue Jacques de Molay	39500	CHAMPDIVERS
Indivision	ZI	3	La Cassotte	Champdivers	2 ha 18 a 60 ca	Madame BARBELENET Andree Jeannine Henriette	Monsieur BONGAIN Michel	28/04/1951	Saint-Aubin	4 rue Jacques de Molay	39500	CHAMPDIVERS
Usufruit	ZI	4	La Cassotte	Champdivers	1 ha 28 a 50 ca	Madame FOURNIER Denise Marie	Monsieur BONGAIN Léon Lucien	26/09/1925	Rahon	5 rue Jacques de Molay	39500	CHAMPDIVERS
Nu-propriété	ZI	4	La Cassotte	Champdivers	1 ha 28 a 50 ca	Madame BONGAIN Catherine Marie	Monsieur THEURET Jean Louis	15/10/1961	Dole	9 rue de la millière	39700	ROCHEFORT- SUR-NENON
Usufruit	ZI	5	La Cassotte	Champdivers	4 ha 30 a 30 ca	Madame FOURNIER Denise Marie	Monsieur BONGAIN Léon Lucien	26/09/1925	Rahon	5 rue Jacques de Molay	39500	CHAMPDIVERS

Nu-propriété	ZI	5	La Cassotte	Champdivers	4 ha 30 a 30 ca	Madame BONGAIN Catherine Marie	Monsieur THEURET Jean Louis	15/10/1961	Dole	9 rue de la millière	39700	ROCHEFORT-SUR-NENON
Propriétaire	ZI	6	La Cassotte	Champdivers	4 ha 20 a 30 ca	Monsieur CEDOZ Louis Jean Marie		27/01/1930	Champdivers	5 rue Odette de Champdivers	39500	CHAMPDIVERS
Propriétaire	ZI	7	La Cassotte	Champdivers	7 a 50 ca	ASS FONCIER DE CHAMPDIVERS				Mairie du Village	39500	CHAMPDIVERS
Propriétaire	ZI	8	La Cassotte	Champdivers	84 a 30 ca	ASS FONCIER DE CHAMPDIVERS				Mairie du Village	39500	CHAMPDIVERS
Propriétaire	ZI	9	La Cassotte	Champdivers	33 a 30 ca	ASS FONCIER DE CHAMPDIVERS				Mairie du Village	39500	CHAMPDIVERS
Propriétaire	ZI	10	La Cassotte	Champdivers	5 ha 89 a 30 ca	Monsieur CEDOZ Louis Jean Marie		27/01/1930	Champdivers	5 rue Odette de Champdivers	39500	CHAMPDIVERS
Usufruit	ZI	11	La Cassotte	Champdivers	3 ha 77 a 40 ca	Monsieur MEUGIN Jean Claude Marie René	Madame BALLAUD	14/03/1942	Champdivers	6 route de Foulénay	39230	LES DEUX FAYS
Nu-propriété	ZI	11	La Cassotte	Champdivers	3 ha 77 a 40 ca	Monsieur MEUGIN Thierry Bruno	Madame NOIROT Christine	19/03/1966	Lons le Saunier	2 B rue des Repes	39230	RYE
Usufruit	ZI	12	La Cassotte	Champdivers	50 a 50 ca	Monsieur MEUGIN Jean Claude Marie René	Madame BALLAUD	14/03/1942	Champdivers	6 route de Foulénay	39230	LES DEUX FAYS
Nu-propriété	ZI	12	La Cassotte	Champdivers	50 a 50 ca	Monsieur MEUGIN Thierry Bruno	Madame NOIROT Christine	19/03/1966	Lons le Saunier	2 B rue des Repes	39230	RYE
Usufruit	ZI	13	La Cassotte	Champdivers	42 a 50 ca	Monsieur MEUGIN Jean Claude Marie René	Madame BALLAUD	14/03/1942	Champdivers	6 route de Foulénay	39230	LES DEUX FAYS
Nu-propriété	ZI	13	La Cassotte	Champdivers	42 a 50 ca	Monsieur MEUGIN Thierry Bruno	Madame NOIROT Christine	19/03/1966	Lons le Saunier	2 B rue des Repes	39230	RYE
Indivision	ZI	14	La Cassotte	Champdivers	1 ha 84 a 80 ca	Monsieur BRELOT Michel Marcel Henri	Madame CLERC Rolande	12/10/1929	Champdivers	12 rue du Château	39500	CHAMPDIVERS
Indivision	ZI	14	La Cassotte	Champdivers	1 ha 84 a 80 ca	Madame CLERC Rolande Henriette	Monsieur BRELOT Michel	07/09/1932	Malange	10 rue du Château	39500	CHAMPDIVERS
Indivision	ZI	15	La Cassotte	Champdivers	65 a 30 ca	Monsieur BRELOT Michel Marcel Henri	Madame CLERC Rolande	12/10/1929	Champdivers	12 rue du Château	39500	CHAMPDIVERS
Indivision	ZI	15	La Cassotte	Champdivers	65 a 30 ca	Madame CLERC Rolande Henriette	Monsieur BRELOT Michel	07/09/1932	Malange	10 rue du Château	39500	CHAMPDIVERS
Propriétaire	ZI	16	La Cassotte	Champdivers	3 ha 39 a 40 ca	Monsieur BRELOT thierry Henri Jean-Marie	Madame GABIOT Frédérique	16/08/1961	Dole	12 rue du Château	39500	CHAMPDIVERS
Usufruit	ZI	17	La Cassotte	Champdivers	48 a 20 ca	Madame BUISSON Colette Aimée Germaine	Monsieur GAUDILLIER Jean	10/05/1932	Chainée des Coups	7 rue des Frères Pousot	39120	CHAUSSIN
Indivision	ZI	17	La Cassotte	Champdivers	48 a 20 ca	Monsieur GAUDILLIER Jean-Marc Georges Gilbert		11/12/1956	Saint Baraing	Chez Madame BREGAND Edith - 69 av Eisenhower	39100	DOLE
Indivision	ZI	17	La Cassotte	Champdivers	48 a 20 ca	Monsieur GAUDILLIER Fabrice Jean Yves	Madame MAGNIEN Nathalie	04/09/1963	Saint Baraing	16 rue Minos	34970	LATTES
Propriétaire	ZI	63	La Cassotte	Champdivers	55 a 03 ca	Monsieur CLAIROTTIE Christophe Jean-Marie		23/07/1970	Champdivers	4 rue du Finage	39500	CHAMPDIVERS
Propriétaire	ZI	64	La Cassotte	Champdivers	3 ha 37 a 27 ca	Monsieur CLAIROTTIE Gérard Louis		07/03/1953	Champdivers	12 rue du Finage	39500	CHAMPDIVERS

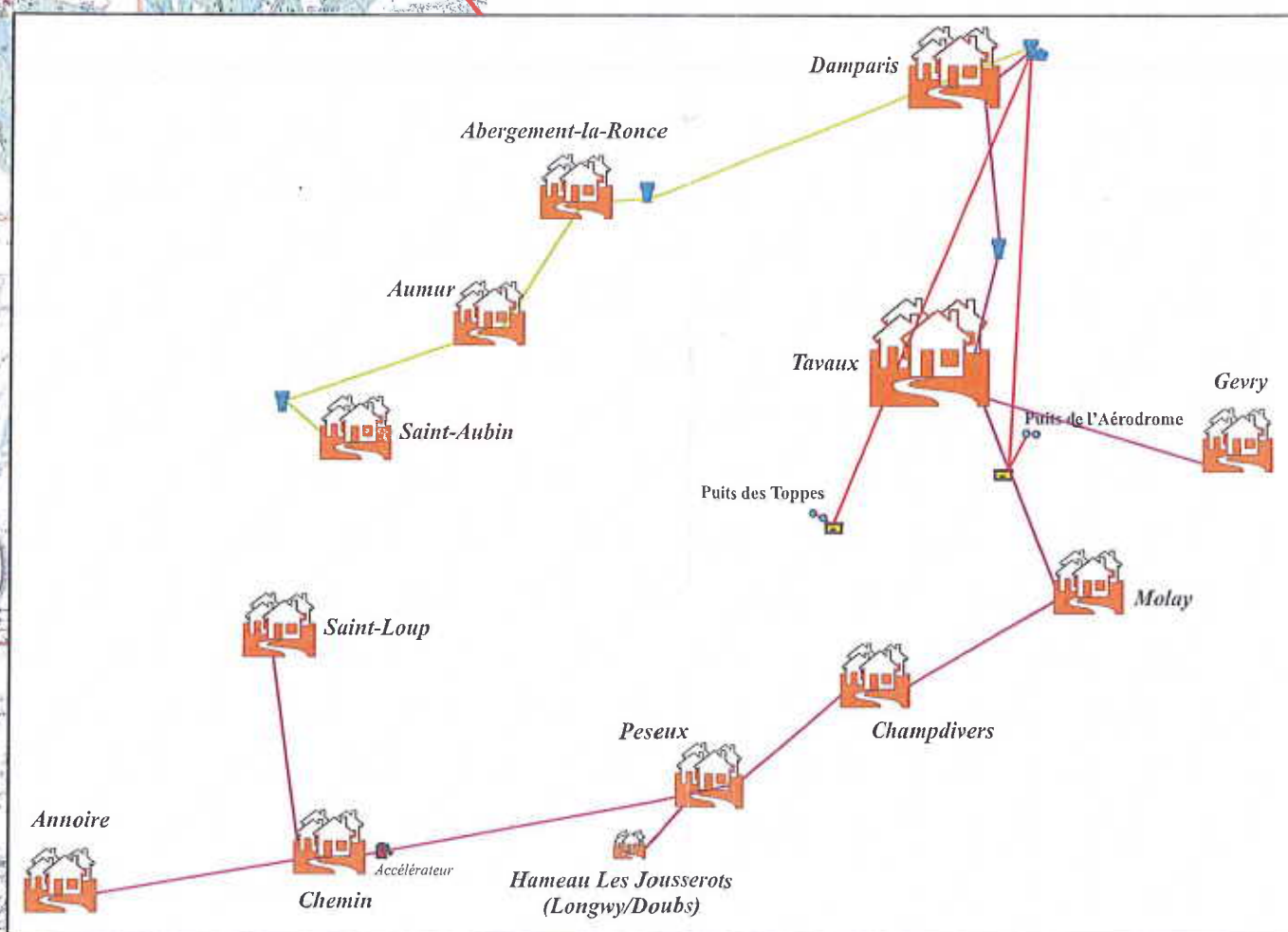


Légende :

- Conduites d'adduction
- Conduites de distribution Haut-Service
- Conduites de distribution Bas-Service
- Puits du syndicat
- Station de pompage/traitement
- Réservoir
- Accélérateur

VU par le Préfet,
pour demeurer annexé à son arrêté de ce jour
LONS-LE-SAUNIER, le 5 MARS 2012...

LE PRÉFET,



Nom de l'Unité de Distribution :

SIAEP DU RECEPAGE

UGE : ADD.DU SIAEP DU RECEPAGE

exploitant : S.O.G.E.D.O. CHAUSSIN

Caractéristiques de l'UDI :

Population desservie : 12633

Désinfection : Chlore

Nbre de branchements en Plomb
recensés sur le réseau de distribution
en 2000 :
(données fournies par l'exploitant)

46
Remplacement des 40 derniers
branchements Plomb (Damparis) prévu en
2003.

1 - Qualité bactériologique de l'eau distribuée :

année	Nbre d'analyses représentatives de la qualité de l'eau distribuée	Nbre d'analyses non conformes pour les germes fécaux	Taux de conformité des analyses pour les germes fécaux	Contamination maximale observée pour les germes fécaux
2009	24	0	100%	0
bilan triennal 2007 - 2008 - 2009	69	0	100%	0
bilan triennal 2004 - 2005 - 2006	69	1	99%	10

Commentaires sur les résultats de l'année 2009 :

Eau de très bonne qualité bactériologique .

Commentaires sur les résultats du bilan triennal 2007 - 2008 - 2009 :

Eau de très bonne qualité bactériologique .

VU par le Préfet,
pour demeurer annexé à son arrêté de ce jour
LONS-LE-SAUNIER, le ... 5 MARS 2012 ..

LE PRÉFET,



Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

Jean-Marie WILHELM

Nom de l'Unité de Distribution :

SIAEP DU RECEPAGE

UGE : ADD.DU SIAEP DU RECEPAGE
exploitant : S.O.G.E.D.O. CHAUSSEIN

2 - Qualité physico-chimique de l'eau distribuée :

A l'exception des paramètres pH, conductivité, turbidité et teneur en chlore résiduel (si l'eau est désinfectée) qui sont systématiquement mesurés sur les points de surveillance du réseau de distribution (UDI), les paramètres physico-chimiques sont analysés sur les prélèvements réalisés sur les installations de production (TTP) et les captages (CAP).

Remarque 1 :
Une valeur moyenne ou minimum nulle signifie que la (ou les) valeur(s) du paramètre analysé est inférieure au seuil de détection de la méthode analytique du laboratoire.

Remarque 2 :
Pour chacun de ces paramètres, seuls les résultats d'analyses représentatifs de la qualité de l'eau distribuée sont pris en compte

paramètre	unité	norme (N) ou niveau guide (NG :)	Signification du paramètre	Nb valeur	valeur moyenne	maximum mesuré	minimum mesuré
Paramètres en relation avec la structure naturelle des eaux							
pH	unité pH	N : entre 6,5 et 9,0	équilibre - acidité de l'eau	36	7,23	7,69	6,90
Conductivité	µS/cm	NG : 400 µS/cm	indicateur de la minéralisation globale	24	608	699	543
Dureté	°F	NG : entre 10 et 30 °F	teneur en carbonates de calcium et magnésium	10	28,8	32,9	26,7
Turbidité	NTU	N : < à 2,0	indicateur de la limpidité de l'eau	24	0,18	1,40	0,00
Paramètres relatifs à des éléments indésirables							
Chlore résiduel	mg/l	NG : < à 0,100 mg/l	un résiduel de chlore non nul garantit la qualité microbiologique de l'eau.	36	0,092	0,200	
Fer	µg/l	N : < à 200	l'excès de fer donne une couleur rouille à l'eau - tache le linge.	6	0	0	0
Manganèse	µg/l	N : < à 50	l'excès de manganèse donne une couleur noire - tache le linge.				
Fluor	µg/l	N : < à 1500 NG : 500 - 1500	oligo-élément. Les besoins journaliers sont satisfaits pour le niveau guide.				
Nitrates	mg/l	N : < à 50 NG : < à 25	indicateur d'une pollution azotée	16	17,2	33,0	7,4
Pesticides	µg/l	N : < à 0,100 µg/l	Herbicide, insecticides, fongicides... concentrations de la substance majoritaire	8	0,020	0,800	0,000

Commentaires :

Eau de forte minéralisation.
Eau de dureté moyenne
Faible turbidité

La concentration moyenne en nitrates reste inférieure à la valeur guide fixée à 25 mg/l, mais la ressource est vulnérable aux pollutions diffuses d'origine agricole.

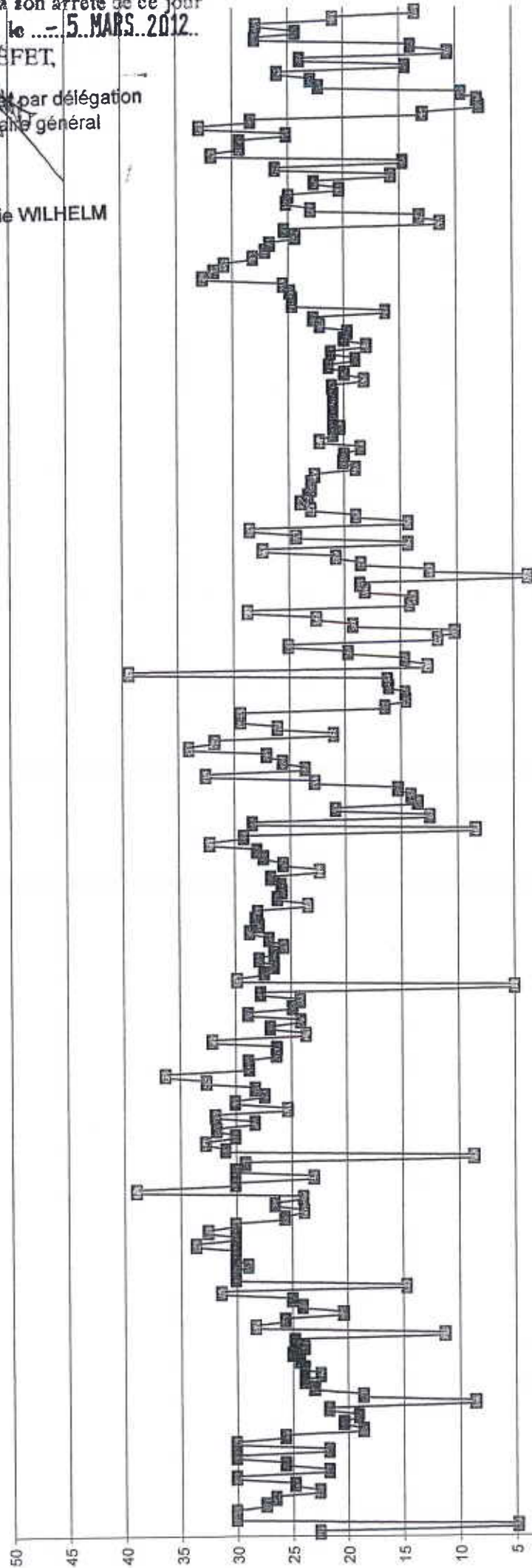
Les concentrations sont inférieures à la norme de 0,10 µg/l. Absence de pesticides dans les eaux pompées à l'Aérodrome. Traces d'herbicides à la station des Toppes de février à juin 2009. (Bentazone max : 0,12 µg/l)

Liste des installations prises en compte :

Limite de qualité pour le paramètre : < 50 mg/l

Nom de l'UGE	Type d'INS	Nom de l'installation
ADD.DU SIAEP DU RECEPAGE	CAP	LE RECEPAGE 1
	CAP	LE RECEPAGE 2
	TTP	RECEPAGE
	UDI	SIAEP DU RECEPAGE

SIE du RECEPAGE - Les Toppes - Nitrates - période de 2000 à 2011



date du prélèvement	type	concentration (mg/l)
26/01/1989	CAP	5
21/03/1989	CAP	10
09/05/1989	CAP	15
29/08/1989	CAP	20
13/11/1989	CAP	25
18/12/1989	CAP	30
13/02/1990	CAP	35
19/04/1990	CAP	40
14/08/1990	CAP	45
08/08/1990	CAP	50
18/10/1990	CAP	45
23/05/1991	TTP	30
19/06/1991	TTP	25
03/09/1991	TTP	20
03/10/1991	TTP	15
04/11/1991	TTP	10
02/03/1992	TTP	5
06/04/1992	TTP	10
31/08/1992	TTP	15
20/10/1992	TTP	20
12/01/1993	TTP	25
08/03/1993	TTP	30
10/05/1993	TTP	35
06/07/1993	TTP	40
22/09/1993	TTP	45
07/12/1993	TTP	50
15/02/1994	TTP	45
06/06/1994	TTP	40
19/09/1994	CAP	35
08/11/1994	TTP	30
10/01/1995	TTP	25
13/03/1995	CAP	20
18/05/1995	TTP	15
04/09/1995	TTP	10
06/11/1995	TTP	5
05/02/1996	TTP	10
21/05/1996	TTP	15
21/08/1996	TTP	20
09/10/1996	TTP	25
08/04/1997	TTP	30
02/07/1997	TTP	35
06/10/1997	TTP	40
12/01/1998	TTP	45
09/04/1998	TTP	50
19/06/1998	TTP	45
15/08/1998	TTP	40
19/02/1999	TTP	35
17/04/1999	TTP	30
7/08/1999	TTP	25
16/10/1999	TTP	20
3/03/2000	TTP	15
1/04/2000	TTP	10
2/05/2000	CAP	5
16/06/2000	TTP	10
12/09/2000	TTP	15
23/10/2000	TTP	20
24/01/2001	TTP	25
06/03/2001	TTP	30
24/04/2001	TTP	35
18/06/2001	TTP	40
18/07/2001	TTP	45
17/09/2001	TTP	50
22/01/2002	TTP	45
28/05/2002	TTP	40
25/06/2002	TTP	35
30/09/2002	CAP	30
03/12/2002	CAP	25
14/01/2003	TTP	20
22/04/2003	TTP	15
19/05/2003	TTP	10
08/09/2003	TTP	5
27/10/2003	TTP	10
17/03/2004	TTP	15
07/06/2004	TTP	20
12/07/2004	TTP	25
18/10/2004	CAP	30
13/06/2005	TTP	35
21/11/2005	TTP	40
09/01/2006	TTP	45
29/08/2006	TTP	50
23/10/2006	TTP	45
23/01/2007	TTP	40
26/06/2007	CAP	35
17/12/2007	TTP	30
29/04/2008	TTP	25
21/10/2008	TTP	20
15/12/2008	TTP	15
24/02/2009	TTP	10
22/04/2009	TTP	5
24/06/2009	CAP	10
21/10/2009	CAP	15
08/12/2009	TTP	20
18/02/2010	TTP	25
05/05/2010	TTP	30
21/09/2010	CAP	35
30/11/2010	TTP	40
05/04/2011	TTP	45
29/06/2011	CAP	50
11/10/2011	TTP	45

VU par le Préfet,
pour demeurer annexé à son arrêté de ce jour
LONS-LE-SAUNIER, le 5 MARS 2012..

LE PRÉFET,

le préfet et par délégation
Le secrétaire général



Jean-Marie WILHELM



donc un total de 1,3 hm³/an.

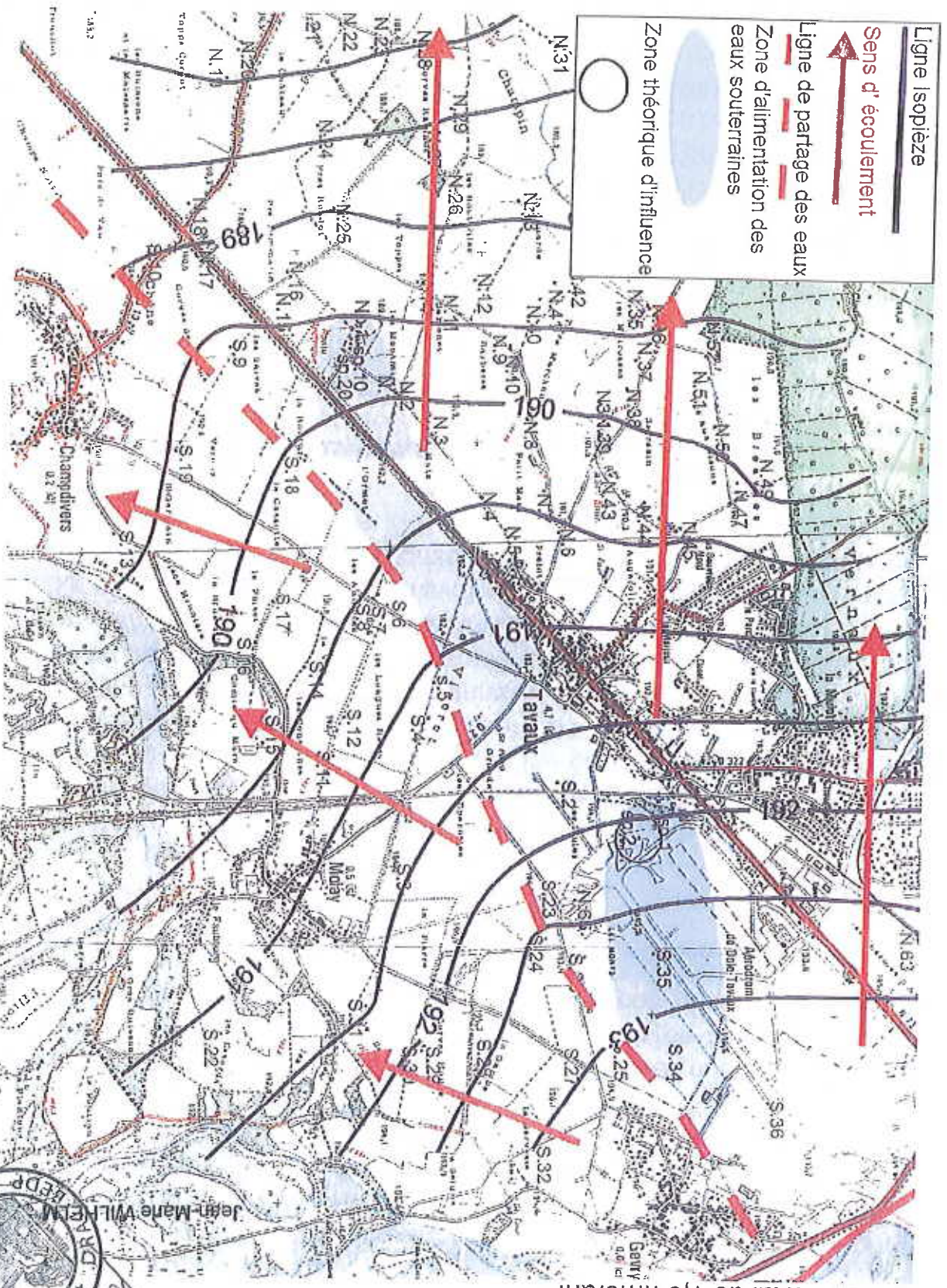


Figure 5 : Zones d'alimentation des puits du SIE du Recépage basées sur la carte piézométrique des hautes eaux d'avril 2006 (d'après document Sciences Environnement)

PREFECTURE
SECRETARIAT GENERAL
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION
ET DES LIBERTES PUBLIQUES

Bureau de la réglementation
et des élections

SYNDICAT INTERCOMMUNAL des EAUX du RECEPAGE
Puits de captage des Toppes - commune de Tavaux

Arrêté n° 2013 197-0003

Arrêté modificatif de l'arrêté n°2012065-0004 du 5 mars 2012 portant :

- Déclaration d'utilité publique
 - de la dérivation des eaux souterraines
 - de l'instauration des périmètres de protection
- Autorisation de traiter et de distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine
- Autorisation de prélèvement au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'environnement

LE PREFET DU JURA,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de la santé publique et notamment l'article R. 1321-12 ;
VU le code de l'environnement ;
VU le code de l'urbanisme ;
VU le code rural ;
VU le code forestier ;

VU l'arrêté n°2012065-0004 du 5 mars 2012 de déclaration d'utilité publique pour l'instauration des périmètres de protection ;

VU l'arrêté portant prescriptions pour rétablir la qualité de l'eau distribuée par le syndicat intercommunal des eaux du Recépage pour le paramètre « Total pesticides » et les molécules Bentazone, Métolachlore et Fomesafène du 14 janvier 2013 ;

VU l'arrêté du 22 novembre 1993 relative au code des bonnes pratiques agricoles ;

VU l'arrêté du 30 avril 2002 relatif au référentiel de l'agriculture raisonnée ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhône-Méditerranée-Corse (SDAGE - RMC), adopté par le comité de Bassin et approuvé par le Préfet coordonnateur de bassin le 20 novembre 2009 ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique en date du 06 août 2007 portant sur la délimitation des périmètres de protection ;

VU la délibération en date du 20 juin 2013 du Syndicat Intercommunal des Eaux du Recépage demandant la révision de l'arrêté n°2012065-0004 du 5 mars 2012 ;

VU l'avis du Comité permanent de l'eau de la Mission interservices de l'eau et de la nature du Jura du 27 juin 2013 ;

VU le rapport au Conseil départemental de l'environnement des risques sanitaires et technologiques de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé de Franche-Comté du 25 juin 2013 ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Jura en date du 9 juillet 2013 ;

CONSIDERANT QUE les concentrations mesurées à la station de traitement des Toppes dans le cadre du contrôle sanitaire présentent, d'une part, pour la molécule bentazone des dépassements récurrents de la limite de qualité fixée dans les eaux destinées à la consommation humaine, et d'autre part, pour la molécule métolachlore des dépassements ponctuels de la limite de qualité ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Jura :

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} - Modification des prescriptions dans le périmètre de protection rapprochée

Les activités interdites listées à l'article 6.2 de l'arrêté n°2012065-0004 du 5 mars 2012 sont modifiées comme suit :

A la suite de la phrase :

- l'entrepôt des déchets et des matières fermentescibles ainsi que la création même momentanée de stockages de fumiers et d'engrais artificiels ;

est ajoutée la phrase suivante :

- les formulations utilisant la matière active Bentazone, Métochlore ou S-Métolachlore

Le paragraphe sur les « traitements phytosanitaires » à l'article 6.2 de l'arrêté n°2012065-0004 du 5 mars 2012 est modifié comme suit :

La phrase :

- Les formulations utilisant les matières actives Bentazone ou Métolachlore sont interdites sur toutes les cultures à l'exception des cultures légumières, et plus particulièrement le haricot et le pois, pour lesquelles il n'existe aucune autre alternative en matière de traitement.

est supprimée.

ARTICLE 2 - Notifications et publicité de l'arrêté

Le présent arrêté est transmis au Président du Syndicat Intercommunal des Eaux du Recépage en vue de sa notification individuelle aux propriétaires et exploitants des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée.

Le présent arrêté est notifié aux maires des communes de Tavaux et de Champdivers en vue de la mise à disposition du public, de l'affichage en mairie pendant une durée de deux mois et de son insertion dans les documents d'urbanisme dans un délai maximal d'un an. Le procès-verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture.

Les maires des communes susvisées conservent l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivrent à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Un avis de cet arrêté est inséré, par les soins du préfet et aux frais du bénéficiaire de l'autorisation, dans deux journaux locaux et régionaux.

Le maître d'ouvrage transmet à l'agence régionale de santé dans un délai de 6 mois après la date de la signature de Monsieur le préfet, une note sur l'accomplissement des formalités concernant :

- la notification aux propriétaires des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée,
- l'insertion de l'arrêté dans les documents d'urbanisme.

ARTICLE 3 - Délais de recours et droits des tiers

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Besançon dans les deux mois suivant sa notification ou sa publication.

ARTICLE 4 - Mesures exécutoires

- Le secrétaire général de la préfecture,
- Le président du Syndicat Intercommunal des Eaux du Recépage,
- Le maire de la commune de Tavaux,
- Le maire de la commune de Champdivers,
- Le directeur général de l'Agence régionale de santé de Franche-Comté,
- Le directeur départemental des territoires du Jura,
- Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Franche-Comté,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Jura et dont une mention sera mise en ligne sur le site internet de la préfecture.

Par ailleurs, une copie sera dressée pour information au :

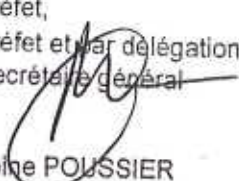
- Président du Conseil général du Jura ;
- Président de la Chambre d'agriculture du Jura ;
- Directeur régional de l'Office national des forêts ;
- Directeur du Bureau de Recherches géologiques et minières (BRGM) ;
- Directeur de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse ;
- Chef du service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques du Jura ;
- Chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage du Jura.

Lons Le Saunier, le **16 JUL. 2013**

Pour copie conforme
Pour le préfet et par délégation
L'attachée principale, chef de bureau


Liliane DE LEO

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général


Antoine POUSSIER

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet du Jura, soit hiérarchique auprès du ministre chargé de la santé (direction générale de la santé - 8 avenue de Ségur - 75350 Paris) dans les deux mois suivant la notification.

Concernant le recours gracieux, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite. En matière de recours hiérarchique, l'absence de réponse au terme d'un délai de quatre mois vaut rejet implicite.

Un recours contentieux peut également être déposé auprès du tribunal administratif de Besançon, 30 rue Charles Nodier, dans un délai de deux mois à compter de la notification, ou dans un délai de deux mois à partir de la réponse écrite de l'administration si un recours administratif a été déposé.